



L'ALLIANCE

POUR LA PROTECTION DE L'ENFANCE
DANS L'ACTION HUMANITAIRE

UN APPEL À L'ACTION

La place centrale
des **enfants** et de leur
protection dans l'action
humanitaire

Stratégie 2021-2025



Remerciements

La stratégie de l'Alliance pour la protection de l'enfance dans l'action humanitaire 2021-2025 a été élaborée par Loyal T. E. Sarrouh, avec l'appui de Simone Müller.

L'auteur souhaite remercier les co-coordonateurs de l'Alliance, Audrey Bollier (Plan International) et Hani Mansourian (UNICEF), ainsi que les membres du comité directeur de l'Alliance, pour l'opportunité qui lui a été donnée de conduire l'Alliance à travers ce processus de planification stratégique, et pour leur engagement dans l'élaboration d'une stratégie ambitieuse visant à guider les acteurs de ce secteur pour les années à venir. La stratégie a été approuvée par le comité directeur en juillet 2021.

- **AJEDI-Ka** : Simon Kangeta
- **BIFERD RD Congo** : Jonas Habimana
- **ChildFund Alliance** : Meg Gardinier, Faith K. Nimineh
- **CPC Network**: Mark Canavera
- **Danish Refugee Council** : Brennan Webert
- **Domaine de responsabilité de la protection de l'enfance (CP AoR)** : Joyce Mutiso, Ron Pouwels
- **Hurras Network** : Riyad Al Najem
- **Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (IFRC)** : Gurminder Singh
- **International Organisation for Migration** : Nadia Akmoun
- **International Rescue Committee** : Annalisa Brusati, Yvonne Agengo
- **Islamic Relief Worldwide** : Neelam Fida
- **Plan International** : Anita Queirazza
- **Save the Children** : Alison Sutton
- **Terre des hommes** : Sophie Barbey, Sendrine Constant
- **UNHCR** : Amanda Melville
- **UNICEF** : Tasha Gill
- **War Child Holland** : Marianna Narhi
- **War Child UK** : Nicola Griffiths, Katie Seaborne
- **World Vision International** : Marco Grazia

De nombreuses personnes et organisations ont consacré leur temps, leurs connaissances et leurs perspectives à l'élaboration de la Stratégie.

Tout d'abord, merci aux centaines de professionnels de la protection de l'enfance, aux membres de l'Alliance et à ses sympathisants qui ont participé aux consultations et aux enquêtes en ligne, en commençant par le coup d'envoi lors de la réunion annuelle de 2020, et qui ont partagé leurs idées afin de s'assurer que l'orientation future de l'Alliance reflète les priorités et plus largement les besoins du secteur de la protection de l'enfance dans l'action humanitaire.



Les responsables des Groupes de travail, des Groupes spécialisés et des Initiatives de l'Alliance ont contribué à toutes les étapes du processus de stratégie, en assurant la liaison entre leurs membres et en partageant des idées fondées sur leurs expériences uniques en matière d'orientation du travail technique et des fonctions essentielles de l'Alliance. Nous les remercions tous pour leurs contributions. Nous remercions également les responsables qui ont revu les projets et contribué à la finalisation de la Stratégie : Mark Chapple (L'Alliance & INEE) ; Susanna Davies (Groupe de travail « Standards minimums pour la protection de l'enfance (SMPE) », L'Alliance) ; Colleen Fitzgerald (Plan International USA) ; Elena Giannini (Groupe de travail « Apprentissage et le développement », L'Alliance) ; Celina Jensen (Groupe de travail « Analyse, Évaluation et Preuves », L'Alliance) ; Laura Lee (Équipe COVID-19, L'Alliance) ; Kristine Mikhailidi (World Vision International) ; Katie Robertson (Groupe de travail « Apprentissage et le développement », L'Alliance) ; Michelle Van Akin (Co-responsable du Groupe spécialisé « Protection de l'enfance au niveau communautaire », Plan International) ; Joanna Wedge (Groupe de travail « Standards minimums pour la protection de l'enfance (SMPE) », L'Alliance) ; et Susan Wisniewski (Initiative pour la prévention, L'Alliance).

Un groupe consultatif inter-agences plus restreint a consacré beaucoup de temps pendant plusieurs mois pour guider l'élaboration de la stratégie. Pour leur dévouement et leurs précieuses contributions, nous remercions sincèrement: Riyadh Al Najem (Hurra Network) ; Annalisa Brusati (IRC) ; Jonas Habimana (BIFERD RD Congo) ; Kelly Loewer (Département d'État américain) ; Amanda Melville (UNHCR) ; Joyce Mutiso (Domaine de responsabilité de la protection de l'enfance) ; Ranjini Paskarasingam (Domaine de responsabilité de la protection de l'enfance, Somalie) ; Anita Queirazza (Plan International) ; et Joanna Wedge (Groupe de travail « Standards minimums pour la protection de l'enfance (SMPE) », L'Alliance).

Enfin, la Stratégie 2021-2025 a bénéficié d'un groupe plus large et diversifié de contributeurs et relecteurs, issus de différents secteurs, organisations et domaines d'expertise. Un très grand merci pour leur temps et leurs contributions, qui ont permis de renforcer la stratégie : Kemal Alp Taylan (Cluster Éducation mondial) ; Sitnour Babiker (UNHCR) ; Lauren Bienkowski (Domaine de responsabilité de la protection de l'enfance) ; Sara Brodd (Agence suédoise de coopération internationale au développement - Sida) ; Dean Brooks (Réseau Inter-agences pour l'Éducation en Situation d'Urgence - INEE) ; Amanda Brydon (Save the Children) ; Jessica Cooke (Plan International) ; Elizabeth Drevlow (Bureau de l'aide humanitaire de l'USAID) ; des Représentants de la Direction générale de la protection civile et des opérations d'aide humanitaire de la Commission européenne (DG ECHO) ; Leah Finnegan (Save the Children) ; des Représentants de la cellule opérationnelle du Cluster Protection Global ; Katherine Harris (UNHCR) ; Kristen Hope (Terre des hommes) ; Sophie Mareschal (Terre des hommes) ; Minja Peuschel (Save the Children) ; Hagar Russ (Save the Children) ; Anna Sahlén Ramazzotti (Agence suédoise de coopération internationale au développement - Sida) ; Clifford Speck (UNHCR) ; Giovanna Vio (Save the Children) et Katharine Williamson (Save the Children).

SOMMAIRE

REMERCIEMENTS	i
LES ENFANTS, DANS TOUTE LEUR DIVERSITÉ	1
INTRODUCTION	3
L'APPEL À L'ACTION DE L'ALLIANCE	6
STRATÉGIE 2021-2025 EN UN COUP D'OEIL	8
VUE D'ENSEMBLE DE L'ALLIANCE POUR LA PROTECTION DE L'ENFANCE DANS L'ACTION HUMANITAIRE	9
Accroître le renforcement des capacités, l'apprentissage et le développement	11
LA PLACE CENTRALE DES ENFANTS ET LEUR PROTECTION	12
PRIORITÉ STRATÉGIQUE 1 : REDEVABILITÉ ENVERS LES ENFANTS	20
PRIORITÉ STRATÉGIQUE 2 : LOCALISATION - TRANSFORMER LE FONCTIONNEMENT DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE DANS L'ACTION HUMANITAIRE	23
PRIORITÉ STRATÉGIQUE 3 : PROGRAMMATION ET COLLABORATION MULTISECTORIELLES ET INTÉGRÉES	26
PRIORITÉ STRATÉGIQUE 4 : PRÉVENTION	29
LES NOUVELLES PERSPECTIVES : LA CRISE CLIMATIQUE, LA JUSTICE CLIMATIQUE ET LA PROTECTION DE L'ENFANCE	32
ANNEXE I : GLOSSAIRE	35



LES ENFANTS,

dans toute leur

DIVERSITÉ



Un **enfant** est toute personne âgée de moins de 18 ans, telle que définie dans [la Convention relative aux droits de l'enfant](#).

Dans le cadre de cette stratégie,
le terme

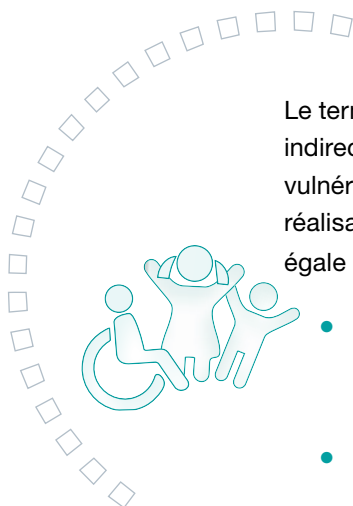
enfants

est utilisé comme un terme générique qui englobe
tous les enfants, dans leur unicité et leur diversité.

Cela inclut,

- les enfants de tous **ÂGES**, y compris les nourrissons, la petite enfance (moins de 5 ans), la moyenne enfance (de 5 à 12 ans, ou "âge scolaire"), et tous les stades de l'adolescence ;
- les enfants de toutes **ORIENTATIONS SEXUELLES, IDENTITÉS ET EXPRESSIONS DE GENRE** ;
- les enfants ayant des **CAPACITÉS** et des **HANDICAPS** divers ; et
- les enfants présentant **D'AUTRES FACTEURS DE DIVERSITÉ**, notamment, mais sans s'y limiter, des identités raciales et ethniques différentes, des origines sociales, culturelles, religieuses et économiques différentes, ainsi que les enfants appartenant à tout groupe minoritaire.





Le terme "enfants" comprend en outre tous les enfants qui vivent – directement ou indirectement par l'intermédiaire de leur famille et de leur communauté – différentes vulnérabilités qui affectent leurs besoins de protection et interfèrent avec la pleine réalisation de leurs droits. Ces facteurs doivent être pris en compte de manière égale et comprennent,

- la nationalité, la citoyenneté, le **DÉPLACEMENT ET LE STATUT JURIDIQUE** des enfants, y compris les enfants demandeurs d'asile, réfugiés, déplacés à l'intérieur du pays, migrants, apatrides, sans papiers et immigrants ;
- les **ARRANGEMENTS FAMILIAUX ET DE GARDE DES ENFANTS**, y compris les enfants ayant un, deux ou aucun parent ou personne en charge, les enfants non accompagnés, les enfants séparés, ceux qui vivent dans des ménages dirigés par des enfants, des femmes ou des personnes âgées ou d'autres groupes vulnérables, les enfants vivant dans la rue, les enfants vivant dans des institutions ou les enfants vivant dans d'autres arrangements de garde alternatifs ; et
- les différentes **EXPÉRIENCES ET VIOLATIONS SUBIES PAR LES ENFANTS** qui contribuent à des vulnérabilités et des besoins aigus ou uniques, comme ceux qui ont survécu à des violences sexuelles ou en ont été témoins, ou ceux qui ont été recrutés et utilisés par des forces armées ou des groupes armés à quelque titre que ce soit.

Tout au long de la stratégie, les références aux divers **risques**, vulnérabilités, besoins et capacités signifient qu'il faut accorder toute l'attention et le poids voulus à tous ces facteurs - individuellement et dans les nombreuses façons dont ils s'entrecroisent - et à la manière dont ils peuvent affecter les enfants, ainsi que leur famille et leur communauté, soit en les exposant à un risque plus élevé, soit en favorisant leur **résilience** et leur protection.

Pour plus d'informations sur ces termes et les variations, veuillez consulter le glossaire complet à l'Annexe I; ainsi que les [Standards minimums pour la protection de l'enfance dans l'action humanitaire](#) et leur [glossaire](#).



© UNICEF/UN0304040/Frank Dejong



INTRODUCTION



Le nombre de personnes et de pays nécessitant une action humanitaire ne cesse d'augmenter¹.



82 millions de personnes déplacées de force dans le monde, **dont 42 % d'enfants**

Les conflits armés et la violence, l'instabilité et les troubles politiques, les événements météorologiques graves provoquant des catastrophes liées au climat et les épidémies de maladies infectieuses sont de plus en plus graves et de plus en plus longs. Cela prolonge les besoins, accroît les risques et affaiblit les [facteurs de protection](#) et de résilience sur lesquels les familles, les communautés et les systèmes nationaux s'appuient pour assurer la protection et le bien-être des populations.

En 2020, les déplacements forcés ont augmenté dans le monde pour la neuvième année consécutive : on compte désormais 82 millions de personnes déplacées de force dans le monde, dont 42 % d'enfants². En même temps, le nombre de réfugiés a doublé pour atteindre plus de 26 millions de personnes, dont beaucoup dans des contextes de mouvements de plus en plus prolongés et mixtes. Entre 2018 et 2020, plus d'un million d'enfants sont nés en tant que réfugiés - les exposant

potentiellement à des défis à plus long terme liés à des besoins de protection spécifiques³.

En outre, les attaques contre les enfants augmentent alors que la redevabilité diminue. Les violations graves commises à l'encontre des enfants dans les situations de conflit armé ont atteint des taux élevés "alarmants"⁴. Parallèlement, les cadres et les mécanismes utilisés pour promouvoir la redevabilité et la justice pour enfants, conformément aux lois internationales, sont de plus en plus politisés, ce qui affaiblit leur utilisation en tant qu'outils de prévention des violations des droits et afin de tenir les auteurs pour responsables⁵.



© 2021 Hurras Network/Ahmad Mustafa



Khalid Alarabi/IRC

Au-delà des importantes répercussions sur la santé et la santé publique, la pandémie mondiale de COVID-19 contribue également à accroître les risques de protection des enfants et les violations des droits, en particulier pour les enfants qui subissent des crises humanitaires aggravées. Le nombre d'enfants non accompagnés et séparés a augmenté en 2020⁶. L'instabilité et la [vulnérabilité](#) économique des ménages causés par la pandémie contribueraient à l'augmentation du travail des enfants ; les tensions et les facteurs de stress au sein des ménages s'aggravent, entraînant une augmentation de la violence à la maison⁷. Les personnes ayant la charge des enfants déclarent que ces derniers sont plus angoissés et les enfants eux-mêmes déclarent qu'ils se sentent moins en sécurité, moins heureux et moins optimistes⁸.

La pandémie a également mis en évidence les inégalités existantes entre les enfants, comme ceux qui ont accès aux ressources et à la technologie pour poursuivre leur éducation à distance, ou ceux qui vivent dans des pays dotés de systèmes de protection sociale plus solides permettant de prévenir les risques de protection de l'enfance liés à la pression financière des ménages⁹.

La réponse mondiale à la pandémie de COVID-19 a renforcé les schémas observés dans de trop nombreuses crises avant elle ; au premier plan, la négligence à donner la priorité aux enfants et à leur protection. Alors que les gouvernements, les décideurs et les dirigeants se concentraient sur la manière de soutenir les économies face aux mesures d'atténuation du COVID-19, les besoins des enfants et les stratégies visant à atténuer l'impact total du COVID-19 sur eux faisaient clairement défaut. Les fermetures d'écoles ont perturbé l'éducation de plus de 1,6 milliard d'enfants, avec des conséquences visibles et invisibles sur leur apprentissage, ainsi que sur leur santé physique, émotionnelle et psychologique ainsi que leur bien-être¹⁰. À mesure que les soutiens et les facteurs de protection dont disposaient habituellement les enfants à la maison, à l'école et dans leurs communautés étaient épuisés ou supprimés, la nécessité de mesures supplémentaires pour assurer leur protection et leur bien-être est devenue encore plus évidente.

Cependant, alors que les besoins augmentaient, le déficit de financement humanitaire dans le domaine de la protection de l'enfance s'est poursuivi : l'Appel COVID-19 du secteur de la protection de l'enfance a été largement sous-financé, de même que d'autres secteurs axés sur l'enfance et la protection¹¹.

La fermeture des écoles
a perturbé l'éducation
de plus de

1.6
milliard d'enfants



Cela reflète les tendances récentes qui montrent que malgré une récente augmentation du financement global du secteur de la protection de l'enfance, celui-ci reste sous-financé pour répondre aux besoins des enfants en accord avec les [Standards minimums pour la protection de l'enfance dans l'action humanitaire](#), et sous-financé par rapport aux niveaux de financement globaux des appels humanitaires¹².

La réponse à la pandémie a clairement montré que les enfants, et leurs besoins uniques de protection, sont régulièrement, et parfois systématiquement, négligés, oubliés, exclus ou relégués à la périphérie de la réponse humanitaire.



Il est plus que jamais nécessaire de mettre l'accent sur la **protection des enfants, leurs droits et leur bien-être.**

Le monde fait également face à une autre crise majeure en cours : la crise climatique. Doublée d'une crise des droits de l'enfant, ses conséquences les plus graves sont et seront ressenties de manière disproportionnée par les enfants, bien qu'ils en portent le moins la responsabilité¹³. Les urgences liées au climat augmentent et continueront d'augmenter en intensité et en fréquence, affectant

profondément les enfants de par le monde, mais différemment - en particulier ceux qui se trouvent déjà dans des contextes fragiles. Pourtant, comme dans tant d'autres crises humanitaires, les enfants sont les moins à même d'agir directement sur la crise climatique. La résolution de cette crise sera le test ultime de la redevabilité à l'égard des enfants du monde. Elle nécessitera des efforts concertés, des actions et innovations de tous les acteurs avec un objectif commun : protéger l'avenir de tous les enfants et assurer leur bien-être.



Louis Leeson / Save The Children



L'APPEL À L'ACTION de l'Alliance



Les crises humanitaires dans le monde, aggravées par la pandémie de COVID-19, menacent de réduire à néant des décennies de progrès - "un grand changement" - vers la réalisation d'un "avenir plus viable pour tous" et des [Objectifs de développement durable](#)¹⁴. Ce sont les enfants qui seront le plus impactés, limitant leur développement équilibré et leur bien-être.

Dans le cadre du Grand Bargain, la communauté humanitaire devrait revoir les progrès réalisés depuis 2016, et identifier les opportunités et les domaines à renforcer, réviser et améliorer dans le cadre de ses engagements. Au milieu des appels à intégrer des apprentissages et des pratiques positives, se trouvent également des appels à des changements systémiques plus profonds : repenser les approches en matière de leadership, coordination, partenariat et distribution de l'aide ; restructurer le système et son mode de financement ; et même repenser la gouvernance - de la manière dont les acteurs locaux le font en réponse à une crise¹⁵.

Que la prochaine réforme soit majeure ou mineure, une chose est sûre : un changement à l'échelle du système est effectivement nécessaire. Pour pouvoir véritablement parvenir à un avenir plus durable pour tous, une réforme significative doit être centrée sur les enfants et tenir compte des points clés suivants :

La protection de l'enfance permet **sauver des vies**

et il est impératif d'en faire une priorité et de la financer en conséquence.

Il est nécessaire de **renforcer la redevabilité envers les enfants**, notamment en reconnaissant davantage leur **capacité à agir** et à **s'auto-protéger**. Les enfants ont le droit d'être entendus, d'être impliqués de **manière significative** et d'être **en mesure de** contribuer aux processus et aux décisions qui les concernent.



Il est nécessaire de travailler activement ***pour mettre fin aux violations des droits de l'enfant***, pour faire respecter les protections auxquelles les enfants ont droit en vertu du droit international humanitaire, des droits de l'homme et du droit des réfugiés, et pour travailler de manière plus significative à la promotion et à la réalisation de la ***redevabilité à l'égard des enfants et de la justice pour enfants***.

Il est nécessaire de veiller à ce que l'action humanitaire ***réponde aux besoins des enfants*** : que toutes les parties prenantes reconnaissent ***leurs besoins uniques et diversifiés de protection***, la façon dont ils varient selon le contexte et la façon dont ils interagissent avec les facteurs de diversité individuels.

Il est nécessaire que tous les acteurs travaillant sur le lien (nexus) entre l'humanitaire, le développement et la paix ***transforment la manière dont les enfants, leurs familles et leurs communautés sont impliqués et rendus plus autonomes***. De même, les États et les systèmes nationaux doivent être intégrés et renforcés à travers une action humanitaire qui s'appuie sur leurs connaissances et expertise - et non pas se superpose - en intégrant les secteurs et les résultats selon les réalités vécues.

Enfin, tous les acteurs humanitaires doivent reconnaître que, parallèlement à leur devoir de répondre aux besoins humanitaires, il existe ***un impératif éthique et moral de prévenir les préjudices***.

L'Alliance lance un appel à l'action au système humanitaire ;

les enfants et leur protection

doivent être au cœur de toute action humanitaire.

Chacun a un rôle à jouer dans la protection des enfants.

Rejoignez-nous.



L'ALLIANCE
POUR LA PROTECTION DE L'ENFANCE
DANS L'ACTION HUMANITAIRE

Stratégie 2021-2025

EN UN COUP D'OEIL

Cliquez sur les  pour plus d'informations

Soutenir les efforts des acteurs humanitaires pour réaliser des interventions de protection de l'enfance efficaces et de haute qualité dans les contextes humanitaires

PRIORITE STRATEGIQUE 1

REDEVABILITE ENVERS LES ENFANTS



OBJECTIF : Tous les programmes humanitaires sont redevables vis-à-vis des enfants et garantissent leur participation significative et équitable.

OBJECTIFS

PRIORITE STRATEGIQUE 2

LOCALISATION - TRANSFORMER LE MODE DE FONCTIONNEMENT DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE DANS L'ACTION HUMANITAIRE



OBJECTIF : Le secteur de la protection de l'enfance transforme sa façon de travailler, en s'appuyant sur le partage des capacités, de l'expertise et des opportunités, et sur le transfert intentionnel du pouvoir et des ressources aux acteurs communautaires, locaux et nationaux.

OBJECTIFS

PRIORITE STRATEGIQUE 3

PROGRAMMATION ET COLLABORATION MULTISECTORIELLES ET INTEGREES



OBJECTIF : La protection et le bien-être des enfants sont des éléments prioritaires dans le cadre de la collaboration intersectorielle et de l'action humanitaire, y compris les programmes multisectoriels et intégrés.

OBJECTIFS

PRIORITE STRATEGIQUE 4

PREVENTION



OBJECTIF : La prévention est comprise et considérée comme prioritaire en tant qu'élément essentiel de la protection de l'enfance dans l'ensemble de l'action humanitaire.

OBJECTIFS



FONCTIONS PRINCIPALES

Etablissement de standards et élaboration de directives

Renforcement des capacités, apprentissage et développement

Mise en évidence des preuves et connaissances

Plaidoyer

Rassemblement



VUE D'ENSEMBLE

Créée en 2016, l'Alliance pour la protection de l'enfance dans l'action humanitaire (ci-après "l'Alliance") est un réseau de plus de 150 organisations du secteur humanitaire de la protection de l'enfance¹⁶.



Et au-delà, engagées dans cette **VISION FONDAMENTALE : un monde dans lequel les enfants sont protégés contre la maltraitance, la négligence, l'exploitation et la violence dans tous les contextes humanitaires.**

L'Alliance réalise sa **MISSION en soutenant les efforts des acteurs humanitaires pour réaliser des interventions efficaces et de qualité en matière de protection de l'enfance dans les contextes humanitaires**, grâce à la collaboration de ses divers membres participant aux groupes de travail, aux groupes spécialisés, aux Initiatives et au Comité directeur de l'Alliance¹⁷.

L'Alliance est le principal réseau inter-agences mondial pour le développement de normes, conseils techniques, ressources et outils de qualité fondés sur des données probantes dans le secteur de la protection de l'enfance. L'Alliance est la principale entité du secteur qui rassemble les acteurs de la protection de l'enfance, et un défenseur de premier plan des enfants et de leur protection dans l'action humanitaire. L'Alliance dirige l'élaboration - et est dépositaire - des [Standards minimums pour la protection de l'enfance dans l'action humanitaire](#) (ci-après les 'Standards minimums pour la protection de l'enfance'), qui guident le secteur et font partie du [Partenariat pour les standards humanitaires](#).

L'Alliance adhère à la [Norme humanitaire fondamentale](#) et aux [Principes](#) énoncés dans les Standards minimums pour la protection de l'enfance, qui reflètent les [Principes directeurs de la Convention relative aux droits de l'enfant](#) et les [Principes de protection de Sphère](#). En outre, l'Alliance s'efforce de suivre une approche,

- **centrée sur l'enfant** : Sur la base des principes directeurs énoncés dans les Standards minimums de protection de l'enfance, toutes les activités et tous les documents produit par l'Alliance placeront l'enfant au centre.
- **axée sur la famille et la communauté** : En suivant le modèle socio-écologique comme cadre de référence, les documents produits par l'Alliance favoriseront l'implication des familles et des communautés dans la définition et la mise en œuvre de la protection des enfants dans tous les contextes.
- **réactive aux besoins** : Cela implique une orientation claire vers la production de matériel technique nécessaire et utile pour les acteurs de la protection de l'enfance travaillant dans des contextes variés, et ceux qui les soutiennent.



L'Alliance dirige le travail normatif du secteur de la protection de l'enfance pour renforcer la qualité des programmes de prévention et de réponse à la protection de l'enfance. L'Alliance remplit son mandat, et soutient ses membres et le secteur dans son ensemble, à travers cinq **FONCTIONS PRINCIPALES** :



ÉTABLISSEMENT DE NORMES ET ÉLABORATION DE DIRECTIVES

- **Établissement de normes et élaboration de directives** : L'Alliance dirige l'élaboration, la révision et la diffusion des [Standards minimums pour la protection de l'enfance](#).

L'Alliance facilite leur mise en œuvre et leur institutionnalisation, ainsi que le développement d'opportunités d'apprentissage accessibles sur les standards et leur opérationnalisation. Au nom du secteur, l'Alliance dirige l'élaboration de conseils et de ressources techniques fondés sur les standards, ainsi que sur les bonnes pratiques, l'apprentissage et les données probantes.

- **Renforcement des capacités, de l'apprentissage et du développement** : L'Alliance assure un leadership stratégique en coordonnant les besoins et en définissant des priorités pour renforcer la qualité, la diversité et l'accessibilité des possibilités de renforcement des capacités dans l'ensemble du secteur. Cela inclut le partage et l'échange d'apprentissage et de connaissances entre les acteurs communautaires, locaux, nationaux et internationaux. L'Alliance développe, diffuse et facilite des opportunités d'apprentissage



RENFORCEMENT DES CAPACITÉS, APPRENTISSAGE ET DÉVELOPPEMENT

- et de développement professionnel conformes aux standards et fondées sur les compétences, ainsi que des ressources et des outils connexes.
- **La production de données probantes et de connaissances** : L'Alliance s'engage à contribuer à la croissance du secteur de la protection de l'enfance en soutenant le besoin de données probantes de plus en plus rigoureuses. L'Alliance développe des méthodes créatives, flexibles et adaptables pour mesurer les divers éléments de la protection de l'enfance, y compris ceux "difficiles à mesurer". L'Alliance cherche également à centrer les perspectives des enfants, de leurs familles et de leurs communautés dans les processus qui génèrent des preuves et des connaissances. L'Alliance relie les preuves à la pratique en encourageant la réflexion critique, ainsi que la diffusion et l'application de l'apprentissage en vue de renforcer les résultats.

- **Plaidoyer** : L'Alliance plaide pour que la protection et le bien-être des enfants deviennent une priorité dans l'ensemble du système humanitaire. Il s'agit notamment de combler le



LA PRODUCTION DE DONNÉES PROBANTES ET DE CONNAISSANCES



PLAIDOYER



RASSEMBLEMENT

déficit de financement humanitaire pour le secteur de la protection de l'enfance, de braquer les projecteurs sur les impacts positifs et la nature salvatrice de la protection de l'enfance, et de renforcer la redevabilité et la justice pour enfants en veillant à ce que leurs droits, leurs besoins et leurs perspectives soient intégrés de manière significative et équitable dans l'action humanitaire.

- **Rassemblement** : L'Alliance crée des espaces et des opportunités pour que ses membres se réunissent autour de questions spécifiques, pour promouvoir le partage des connaissances et des capacités, et pour encourager la collaboration et la coordination au sein de ses membres, avec ses partenaires et avec d'autres secteurs. L'Alliance accueille la réunion annuelle du secteur, le principal rassemblement de la protection de l'enfance, qui réunit des praticiens du monde entier pour partager, échanger et se développer.



Présentation de la stratégie 2021-2025

La stratégie 2021-2025 de l'Alliance pour la protection de l'enfance dans l'action humanitaire s'articule autour d'un objectif :

OBJECTIF PRINCIPAL

La **PLACE CENTRALE** des **ENFANTS** et leur **PROTECTION** sont reconnues et considérées comme **ESSENTIELLES** et **VITALES** dans l'ensemble du système humanitaire.

L'ensemble du travail technique, du plaidoyer, des collaborations et des partenariats de l'Alliance contribuera à cet objectif par le biais d'actions et de progrès sur quatre priorités stratégiques :



LA REDEVABILITÉ
ENVERS LES ENFANTS,
notamment en garantissant leur participation significative



LA LOCALISATION
– Transformer le fonctionnement de la protection de l'enfance dans l'action humanitaire



LA PROGRAMMATION
ET LA COLLABORATION
MULTISectorielles
ET INTÉGRÉES



LA PRÉVENTION

Les quatre priorités, chacune ayant son propre but et ses propres objectifs conformément aux Standards minimums de protection de l'enfance, ont été identifiées au cours d'un processus de consultation qui a débuté lors de la réunion annuelle 2020, et qui comprenait des consultations avec les membres et le leadership de l'Alliance, ainsi qu'avec les partenaires, les collaborateurs et les bailleurs de fonds.

En outre, les consultations ont permis d'identifier la crise climatique comme un domaine urgent dans lequel l'Alliance pourrait aider à diriger le secteur, en particulier compte tenu des liens étroits entre les priorités stratégiques de l'Alliance et le travail sur l'action climatique et la justice climatique. [À l'avenir](#), l'Alliance étudiera où et comment elle peut s'engager de manière significative dans l'action climatique et renforcer les capacités du secteur à répondre à la crise climatique.



LES NOUVELLES PERSPECTIVES :

La crise climatique, la justice climatique et la protection de l'enfance

L'Alliance mettra en œuvre la nouvelle stratégie par le biais de ses [fonctions principales](#) afin d'atteindre les buts et objectifs auxquels elle aspire. La mise en œuvre sera dirigée par les Groupes de travail, les Groupes spécialisés et les Initiatives, et leurs plans de travail respectifs. Le cadre stratégique permettra d'identifier les liens entre la stratégie et les plans de travail, ainsi que de suivre et de mesurer les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la stratégie¹⁸.



Accroître le renforcement des capacités, l'apprentissage et le développement

© UNICEF/UNI342728/Panjwani

Pour la stratégie 2021-2025, l'Alliance va renforcer sa fonction de renforcement des capacités, d'apprentissage et de développement¹⁹.

L'accent est mis sur l'importance des efforts de renforcement des capacités dans la mise en œuvre de programmes et de plaidoyers solides et de haute qualité dans les nombreux contextes où les interventions de protection de l'enfance sont mises en œuvre. Le rôle important que le renforcement des capacités, l'apprentissage et le développement jouent dans la réalisation des objectifs stratégiques est également reconnu. Enfin, cette priorité s'appuie sur les analyses des lacunes en matière de capacités sectorielles et répond aux demandes des membres de l'Alliance et de l'ensemble du secteur de la protection de l'enfance concernant le besoin de leadership stratégique et de coordination des [initiatives d'apprentissage et de développement](#) en matière de protection de l'enfance.

L'Alliance joue un rôle central dans le développement et la diffusion de ressources et de conseils techniques sur la protection de l'enfance. L'Alliance associera le développement de conseils et d'outils qui intègrent de manière significative les besoins et les perspectives des enfants, de leurs familles et des communautés, les acteurs étatiques et les autres parties prenantes, dans la mise en œuvre de programmes de protection de l'enfance de qualité, multisectoriels ou intégrés, et dans le plaidoyer qui s'y rapporte.

A travers le développement conjoint, l'opérationnalisation et les opportunités d'apprentissage de qualité. En outre, l'Alliance cherchera à accroître l'accessibilité et la diversité des ressources et des opportunités d'apprentissage, afin de mieux soutenir les acteurs de la protection de l'enfance et les autres acteurs humanitaires, ainsi que les communautés, les acteurs étatiques et les autres parties prenantes, dans la mise en œuvre de programmes de protection de l'enfance de qualité, multisectoriels ou intégrés, et dans le plaidoyer qui s'y rapporte.

Tout en continuant à développer le développement professionnel et les opportunités d'apprentissage pour les ressources inter-agences existantes, l'Alliance va également investir davantage d'efforts pour coordonner

l'analyse des forces en matière de capacités et besoins d'apprentissage. Ces analyses seront utilisées pour identifier des initiatives d'apprentissage stratégiques, recommander certains parcours d'apprentissage et renforcer les partenariats d'apprentissage, en particulier avec les établissements d'enseignement supérieur.

En outre, l'Alliance consacrera des efforts et des ressources pour soutenir la professionnalisation du secteur de la protection de l'enfance et de son personnel, conformément aux compétences identifiées dans le [Cadre de compétences de la protection de l'enfance pour l'action humanitaire](#), et en accord avec les [Standards minimums pour la protection de l'enfance](#). L'Alliance cherchera à renforcer la capacité institutionnelle de ses membres, ainsi qu'à faciliter le renforcement et le partage des connaissances et des compétences entre les acteurs de la protection de l'enfance travaillant à différents niveaux et dans divers contextes. En outre, l'Alliance travaillera avec d'autres secteurs pour renforcer les capacités intersectorielles. Elle encouragera l'apprentissage et l'échange de connaissances entre le secteur de la protection de l'enfance et d'autres secteurs afin d'améliorer l'intégration des interventions et des résultats de la protection de l'enfance dans les programmes humanitaires.

Ce domaine de travail sera dirigé et orienté par le groupe de travail sur l'apprentissage et le développement de l'Alliance, par le biais de sa propre [stratégie](#), et en collaboration avec d'autres acteurs, notamment le Domaine de responsabilité de la protection de l'enfance (Child Protection Area of Responsibility - AoR) et le HCR. Le groupe de travail sur l'apprentissage et le développement travaillera avec tous les organes de la structure de l'Alliance, et soutiendra l'utilisation de la théorie de l'apprentissage des adultes et des meilleures pratiques dans la sélection et la conception des approches d'apprentissage pour soutenir la mise en œuvre de la stratégie de l'Alliance et la réalisation de son plan de travail.



La place des ENFANTS et leur PROTECTION



La **protection de l'enfance** reste l'un des secteurs les moins financés et systématiquement l'un des plus sous-financés de l'action humanitaire²¹.

Tous les acteurs humanitaires ont un rôle à jouer dans la protection des enfants.

Les enfants constituent la majeure partie des populations touchées par les crises humanitaires. Ils sont également très largement concernés par les réponses humanitaires – sachant qu'ils sont aussi bien concernés par les interventions et secteurs qui se concentrent spécifiquement sur les enfants, et ceux qui se concentrent sur les familles, les communautés et au sens plus large les sociétés. Bien que les enfants soient pris en compte dans l'impératif de répondre aux besoins humanitaires, et soient couramment mentionnés dans les appels de fonds, leurs besoins spécifiques en matière de protection sont généralement relégués au second plan. Les plans et stratégies d'intervention humanitaire et d'aide aux réfugiés tendent en grande partie à les négliger : les enfants et leurs besoins de protection occupent moins de place sur la page, ce qui se traduit par moins d'attention et moins de ressources dans la pratique et la mise en œuvre²⁰.

Il est temps de reconnaître les enfants pour ce qu'ils sont : un groupe unique, diversifié, ayant des droits spécifiques dont le droit d'être traité avec dignité, le droit d'être entendu, et le droit d'exercer leur capacité à agir et d'être activement impliqué dans les programmes et les décisions qui affectent leurs vies, y compris en contribuant à leur propre protection et bien-être.

Les enfants constituent un groupe important parmi les principales parties prenantes dans les interventions humanitaires, et **tous les acteurs humanitaires** ont des responsabilités vis-à-vis de la protection des enfants et du respect de leurs droits. Il est temps que le système humanitaire rende des comptes aux enfants, et reconnaisse et finance leur protection et leur bien-être en conséquence.

**OBJECTIF
PRINCIPAL**

La **PLACE CENTRALE** des **ENFANTS** et de leur **PROTECTION** est reconnue et considérée comme **ESSENTIELLE** et **VITALE** dans l'ensemble du système humanitaire.



La protection de l'enfance au sein de la place centrale de la protection

Définition de la protection et de la protection des enfants dans l'action humanitaire

La protection est définie comme : *"toutes les activités visant à obtenir le plein respect des droits de l'individu, conformément à la lettre et à l'esprit des corpus juridiques pertinents."* Cela inclut le droit international relatif aux droits de l'homme, le droit international humanitaire et le droit international des réfugiés²².

La protection de l'enfance dans l'action humanitaire est définie comme : *"la prévention et la réponse à la maltraitance, la négligence, l'exploitation et la violence contre les enfants dans l'action humanitaire."* Elle est ancrée dans de nombreux droits de la Convention des Nations unies relative aux droits de l'enfant et de ses trois protocoles facultatifs²³.

Les acteurs humanitaires peuvent garantir une réponse humanitaire complète et efficace, en plaçant la protection au centre et les enfants au cœur de celle-ci. Les interventions et les approches en matière de protection de l'enfance offrent des voies concrètes pour rendre opérationnelle la place centrale de la protection, et peuvent aider toutes les parties prenantes à remplir leurs obligations et responsabilités en matière de protection. Les risques et les vulnérabilités liés à la protection de l'enfance sont souvent directement liés à des violations plus larges, voire systémiques, des droits de l'homme, ce qui indique d'autres besoins de protection. Une approche « ne pas nuire » (« do no harm ») est intégrée dans les interventions qui cherchent activement à protéger les enfants et à atténuer [les dommages](#) par la [prévention](#) des risques et des menaces, et par le renforcement des facteurs de protection existants au sein des communautés et des systèmes nationaux destinés à protéger les enfants et à favoriser leur bien-être. Étant donné que de nombreux risques liés à la protection de l'enfance ont de multiples facettes, la protection de l'enfance peut fournir des liens et des points d'entrée qui intègrent et relient les activités de plusieurs secteurs pour renforcer les résultats liés à la protection.



La place centrale de la protection dans l'action humanitaire

Save the Children, organisation partenaire

La [place centrale de la protection dans l'action humanitaire](#) représente un engagement de l'ensemble du système pour placer la protection au centre de l'action humanitaire. Elle reconnaît la protection comme le but et le résultat escompté de l'action humanitaire, et souligne qu'elle doit être au cœur des efforts de préparation, dans le cadre des activités immédiates et de sauvetage, et pendant toute la durée de la réponse humanitaire et au-delà.

La place centrale de la protection est une responsabilité collective, et non celle d'un secteur ou d'une agence en particulier. Elle exige que tous les acteurs humanitaires contribuent aux résultats en matière de protection en veillant à ce que les besoins de protection des populations touchées et à risque soient pris en compte dans les décisions et les interventions humanitaires. Cela inclut l'engagement auprès des acteurs étatiques, qui détiennent la responsabilité première de protéger les populations, et les acteurs non-étatiques dans les situations de conflit armé.

Complétée par la [Politique de protection du Comité permanent inter-organisations \(CPI\)](#), la place centrale de la protection adopte une approche de la protection centrée sur les personnes, en identifiant les actions permettant d'assurer une réponse humanitaire globale et efficace centrée sur la protection. Il s'agit notamment d'intégrer la protection dans toutes les activités humanitaires, de contribuer de manière significative aux résultats de la protection par le biais d'une analyse fondée sur les risques qui permet de réduire les risques, les vulnérabilités et les menaces, et de renforcer les capacités et les résultats en matière de protection, mais aussi d'entreprendre des actions de plaidoyer et de mobilisation des acteurs extérieurs à l'action humanitaire - tels que les acteurs du développement, de la paix, des droits de l'homme et de la sécurité - qui peuvent contribuer à influencer les résultats de la protection.

L'Alliance et ses membres travailleront en partenariat avec toutes les parties prenantes concernées, y compris le Cluster Protection Global, le Domaine de responsabilité de la protection de l'enfance (CP AoR) et le HCR, afin de générer et partager les connaissances, données, analyses et outils nécessaires pour garantir que les enfants et leur protection soient prioritaires à tous les niveaux et dans toutes les actions de la réponse humanitaire, afin soutenir la place centrale de la protection et des résultats plus solides en matière de protection et de protection de l'enfance. La protection de l'enfant doit être systématiquement incluse dans les analyses de risque et le suivi des violations de la protection des droits ; elle doit être placée en priorité dans les stratégies de protection des équipes humanitaires de pays, ainsi que dans les plans d'intervention humanitaire et d'aide aux réfugiés ; elle doit être placée au plus haut niveau du leadership humanitaire.



© Plan International

Afin d'élever les questions de protection de l'enfance dans ces forums, et plus largement dans le système humanitaire, davantage d'informations et de données sur la protection de l'enfance doivent être mises à disposition de manière systématique et complète, notamment par le biais de meilleures analyses des risques liés à la protection de l'enfance et d'une intégration intersectorielle. À leur tour, ces analyses doivent être utilisées pour assurer une meilleure intégration de la protection de l'enfance dans des analyses de protection plus larges, en tenant compte du fait que les violations des droits de l'homme ont un impact différent sur les enfants, qui doit être clairement défini et traité dans le cadre de la centralité de la protection. Les données relatives à la protection de l'enfance et les analyses des risques peuvent aider d'autres secteurs à tirer parti de leurs programmes non seulement pour inclure les enfants, mais aussi pour les protéger, et pour renforcer l'inclusion systématique d'approches adaptées aux enfants dans tous les secteurs, ainsi que dans les procédures de protection des réfugiés, les stratégies de protection et les autres mécanismes qui contribuent aux résultats de la protection²⁴.

Tous les acteurs humanitaires devraient œuvrer à la protection des enfants, de dénoncer de manière vocale et cohérente les graves violations commises à l'encontre des enfants, de faire connaître les besoins de protection urgents et uniques de tous les enfants et de prévoir des ressources suffisantes pour pouvoir y répondre.

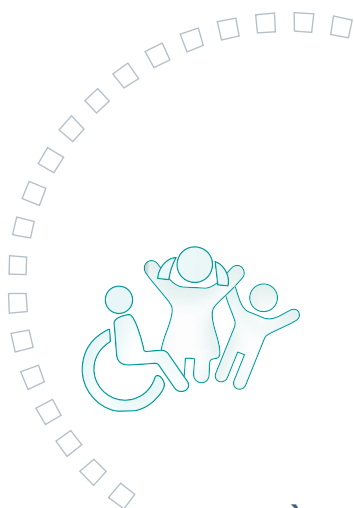


Il s'agit là de *responsabilités collectives*, que toutes les parties prenantes doivent impérativement assumer dans le cadre du principe de la centralité de la protection.

Présentation de la place centrale des enfants et de leur protection

La place centrale des enfants et de leur protection met en avant la nécessité de donner la priorité aux enfants, en général, et à leur protection et leur bien-être, en particulier, dans l'ensemble du système humanitaire.

La place centrale des enfants et de leur protection commence par la reconnaissance des enfants comme un groupe distinct des adultes, avec des besoins et des capacités uniques et diversifiés qui diffèrent selon l'âge, le sexe, les capacités et d'autres facteurs de diversité. Il s'agit également de reconnaître que ces besoins diffèrent également d'un contexte humanitaire à l'autre et à l'intérieur d'un même contexte : les besoins de protection des enfants réfugiés, déplacés, migrants, apatrides ou sans papiers, ou des enfants touchés par différents types de catastrophes climatiques, peuvent différer considérablement les uns des autres et des autres enfants dans le même contexte.



À travers la protection fondée sur les besoins les enfants sont traités de manière **équitable** afin de parvenir à des protections **égales** et à des résultats plus solides pour les enfants.



Jonathan Hyams / Save The Children

Reconnaître et donner la priorité à la diversité des besoins et des capacités des enfants est donc essentiel pour protéger tous les enfants, leurs familles, leurs communautés et, par extension, toutes les personnes affectées.

La place centrale des enfants et de leur protection implique de mettre l'accent sur les perspectives, les besoins et l'action des enfants, et de plaider pour une meilleure prise en compte et une plus grande priorité de ces éléments dans les politiques et les décisions humanitaires. Il s'agit notamment de placer les enfants au centre des efforts déployés à l'échelle du système pour mettre systématiquement l'accent sur la protection et lui donner la priorité dans l'ensemble de l'action humanitaire, notamment dans le cadre des politiques du CPI sur la place centrale de la protection, la protection dans l'action humanitaire et la prévention de l'exploitation et des abus sexuels.



© Jon Warren / World Vision

...les résultats d'un programme doivent tenir compte des divers besoins de protection et des perspectives des enfants...



En outre, la place centrale des enfants et de leur protection vise à garantir que le système humanitaire s'efforce activement et consciemment de faire respecter les droits et la protection des enfants pour favoriser leur bien-être, et renforcer les mécanismes et procédures de redevabilité en cas de violations de ces droits. Cette démarche s'étend aux acteurs étatiques, qui ont la responsabilité première de protéger les enfants, aux dirigeants des organisations humanitaires et à l'ensemble du système des Nations unies, y compris le Conseil de Sécurité des Nations unies, les missions civiles et de maintien de la paix des Nations unies et les équipes humanitaires de pays (Humanitarian Country Teams (HCT).

Au sein des programmes et des interventions humanitaires, **la place centrale des enfants et de leur protection va au-delà de l'intégration, de manière à ce que les enfants soient engagés de manière active et significative tout au long des étapes du cycle du programme, et à ce que leurs voix**

soient entendues et prises en compte, tel est leur droit. Qu'il s'agisse d'une intervention sectorielle autonome ou d'un programme multisectoriel ou intégré, les résultats d'un programme doivent tenir compte des divers besoins de protection et des perspectives des enfants, dans le cadre du respect de la centralité de la protection.

La mise en œuvre de toutes ces actions nécessite des engagements fermes et des financements. Il faut reconnaître la nature vitale des interventions de protection de l'enfance²⁵, et leur accorder la priorité dans les plans d'intervention humanitaire et d'aide aux réfugiés, les mécanismes de financement humanitaire et les structures de direction humanitaire plus larges qui guident l'action humanitaire. Il convient de combler d'urgence le déficit de financement humanitaire pour la protection de l'enfance - et plus largement pour les secteurs de la protection - qui sont systématiquement tous sous-financés. Cela implique d'engager les ressources nécessaires et appropriées pour intégrer les divers besoins des enfants dans les analyses de risque, les évaluations et les programmes de tous les secteurs humanitaires ; dans les mécanismes et processus de contrôle et redevabilité des violations des droits de l'enfant, des droits de l'homme et de la protection ; et dans les programmes qui visent à les prévenir et à y répondre. Il s'agit de garantir les capacités spécifiques requises pour assumer les fonctions uniques de protection des enfants, en particulier dans les situations de conflit armé et dans les contextes de réfugiés et de déplacement.



© UNICEF/UNI359533/Chakma

Enfin, la place centrale des enfants et de leur protection implique de travailler de manière transversale et de tirer partie des forces et des mandats collectifs des secteurs de la protection humanitaire - protection de l'enfance, violence basée sur le genre et protection - pour soutenir tous les éléments de la protection qui sont placés au centre du système humanitaire. En travaillant ensemble, il est possible d'obtenir de meilleurs résultats en matière de protection - protéger les enfants en protégeant leurs familles, leurs communautés et en renforçant la résilience et les facteurs de protection qui favorisent leur bien-être général.

La place centrale des enfants et de leur protection sert de chapeau recouvrant toutes les priorités stratégiques de l'Alliance.

L'Alliance et ses membres s'efforceront de

faire en sorte que la protection des enfants soit reconnue et considérée comme une priorité essentielle et vitale dans l'ensemble du système humanitaire, et que les interventions humanitaires assurent la protection et le bien-être des enfants, en tenant compte de leur diversité, de leurs besoins spécifiques et de leurs capacités. Pour y parvenir, l'Alliance et ses membres vont,

- renforcer la **redevabilité à l'égard des enfants** dans l'ensemble de l'action humanitaire, en promouvant un engagement responsable et significatif des enfants au sein des mécanismes et processus de redevabilité existants ; et en plaidant pour une plus grande prévention des violations des droits de l'enfant et une plus grande responsabilité en la matière ;
- forger une meilleure façon de travailler, dirigée et informée par **les acteurs communautaires, locaux et nationaux**, qui soit ancrée dans le transfert de pouvoir et le partage des connaissances et des compétences, qui mette l'accent sur les pratiques locales, les facteurs de protection, ainsi que sur les capacités de résilience et de protection des enfants eux-mêmes ;
- collaborer avec d'autres secteurs afin d'élaborer et de mettre en œuvre **des programmes multisectoriels et intégrés** conçus pour correspondre aux expériences vécues et aux diverses réalités des enfants et de leurs familles, en répondant de manière holistique aux besoins, en s'appuyant sur les forces de la communauté et en améliorant les résultats en matière de protection de l'enfance.
- être guidés par la conviction de principe qu'un devoir tout aussi important que l'impératif collectif de répondre aux préjudices, est le devoir de travailler activement à la **prévention** des préjudices.



Mettre les enfants et la protection de l'enfance au centre du Grand Bargain 2.0

© Florence Joy Maluyo / World Vision

Cette stratégie est en cours de finalisation alors qu'ont lieu les discussions sur l'avenir du Grand Bargain - le Grand Bargain 2.0. Les enfants et leur protection doivent être un élément central de ce nouveau bargain. Tout au long de la mise en œuvre de cette stratégie, l'Alliance s'appuiera sur la force de son réseau et de sa plateforme pour plaider en faveur d'un financement équitable de la protection de l'enfance.

L'Alliance veillera à l'inclusion et la priorisation des enfants et de leur protection dans le Grand Bargain 2.0 afin que ses engagements et ses chantiers reflètent le fait que l'adoption d'approches centrées sur les personnes doit également être centrée sur les enfants, et que l'amélioration de la qualité du financement humanitaire doit aller de pair avec l'obtention d'un financement humanitaire équitable pour les enfants et leurs besoins de protection spécifiques. De même, l'Alliance recommandera une manière plus équitable de travailler avec

organisations locales et nationales pour renforcer les objectifs de localisation tout en mettant en avant et en intégrant le travail avec les organisations centrées sur les enfants et les organisations dirigées par des enfants et des jeunes.

En outre, la priorité accordée aux secteurs et aux flux de travail - tels que les transferts monétaires dans les mécanismes de coordination et de financement - doit être associée à l'intégration des divers besoins de protection de tous les enfants dans ces domaines d'intérêt renouvelé. Enfin, l'Alliance plaidera pour que la révision des mécanismes de financement rompe avec la pratique actuelle qui consiste à sous-prioriser les besoins de protection et les vulnérabilités des enfants afin de les rendre plus locaux, plus efficaces et plus efficaces et à sous-financer les organisations qui les prennent en charge.

Il est temps de reconnaître les enfants pour ce qu'ils sont :

un groupe unique, divers et important de détenteurs de droits,

avec le droit d'être traité avec dignité, le droit d'être entendu, et le droit d'exercer leur capacité à agir et d'être activement impliqué dans les programmes et

les décisions qui

affectent leurs vies,

y compris en contribuant à leur propre protection et bien-être.



PRIORITÉ STRATÉGIQUE 1



© UNICEF/UN0326201/Frank Dejong

1

REDEVABILITÉ ENVERS LES ENFANTS



OBJECTIF : Tous les programmes humanitaires sont redevables envers les enfants et assurent leur participation significative et équitable.

"Les États parties garantissent à l'enfant qui est capable de discernement le droit d'exprimer librement son opinion sur toute question l'intéressant, les opinions de l'enfant étant dûment prises en considération eu égard à son âge et à son degré de maturité."

- Convention des Nations unies relative aux droits de l'enfant, article 12, paragraphe 1, sur le droit de l'enfant d'être entendu.

Chacun est redevable envers les enfants.

La redevabilité envers les populations affectées dans le cadre de l'action humanitaire s'articule autour des engagements du [Comité permanent inter-organisations \(CPI\)](#)²⁶ visant à renforcer la culture de la redevabilité en vue de fournir une réponse humanitaire plus éthique, plus conforme aux principes et plus digne. Cela inclut la protection des populations contre l'exploitation et les abus sexuels. Ces engagements sont ancrés dans une approche fondée sur les droits qui place les personnes au premier plan, et sont destinés à atteindre tous les niveaux du système humanitaire. La véritable redevabilité envers les populations affectées passe par la redevabilité envers les enfants. Cela commence par l'inclusion équitable de tous les enfants dans ces engagements. Les approches fondées sur les droits doivent inclure les droits de l'enfant ; les réponses centrées sur les personnes doivent également être centrées sur les enfants. La révolution de la participation voulue par le Grand Bargain ne peut être réalisée sans une révolution de la participation des enfants. La protection des populations et l'éradication des actes d'abus et d'exploitation sexuels dans le cadre de l'action humanitaire nécessitent de protéger les plus vulnérables, notamment les filles et les enfants LGBTI, les enfants réfugiés et déplacés, et les enfants présentant d'autres vulnérabilités croisées.

Les enfants ont le droit d'être entendus et de voir leurs opinions dûment prises en considération, tout en jouant un rôle actif dans les décisions ayant un impact sur leur vie, leur bien-être, leur dignité et leur protection.



Les enfants ont le droit d'être entendus et de voir leurs opinions dûment prises en considération, tout en jouant un rôle actif dans les décisions ayant un impact sur leur vie, leur bien-être, leur dignité et leur protection. La participation effective et significative est un processus. Le respect de ce droit nécessite que tous les processus à travers lesquels les enfants sont entendus et participent soient transparents, qu'ils soient informés, qu'ils y prennent part de manière volontaire, qu'ils soient respectueux, pertinents, adaptés aux enfants, inclusifs, soutenus des formations, sûrs et sensibles aux risques, et redevables²⁷. Toutefois, la redevabilité envers les enfants va au-delà de leur participation effective. Il s'agit notamment de promouvoir leurs compétences psychosociales qui favorisent leur résilience et leur capacité d'agir, de modifier et de reconfigurer les relations sociales et la dynamique du pouvoir afin d'autonomiser les groupes marginalisés et privés de leurs droits, et de faciliter les mécanismes et les processus qui permettent aux enfants de demander des comptes aux parties prenantes et aux responsables de leur vie.

Tous les acteurs humanitaires ont un devoir envers les enfants, celui de contribuer à leur protection, d'assurer leur sauvegarde et leur protection contre l'exploitation et les abus sexuels, et de les inclure dans les procédures de redevabilité humanitaire et de protection des réfugiés. Les enfants doivent être engagés de manière significative, consultés et associés à travers des processus adaptés à leur âge et à leur stade de développement. Les communications les concernant doivent

être accessibles et adaptées aux enfants.

Leurs droits, leurs opinions, leurs besoins et leurs capacités en matière de protection doivent être intégrés tout au long du cycle du programme humanitaire. Les évaluations et les analyses de risques doivent identifier et veiller activement à comprendre les risques et les facteurs de protection associés à de meilleurs résultats pour les enfants, et les utiliser pour informer les programmes humanitaires, les financements et les décisions. Toutes les procédures de redevabilité, y compris le suivi post-distribution, les mécanismes de plainte, de retour d'information et de réponse, et les voies de référencement, doivent être accessibles aux enfants. La garantie de procédures de redevabilité adaptées aux enfants, y compris dans le cadre des procédures de protection, est la responsabilité de tous, et pas seulement des personnes qui travaillent directement avec les enfants.



© Plan International



Il existe un déficit de redevabilité envers les enfants, alimenté par un manque de sensibilisation, de capacité et d'engagement à tous les niveaux : individuel, institutionnel, sectoriel et systémique.

Cependant, lorsqu'il s'agit d'enfants, de nombreux acteurs et secteurs humanitaires, et même des dirigeants et des décideurs, ne savent pas *comment* assurer la redevabilité envers les enfants dans la pratique. Trop souvent, cette incertitude se traduit par l'exclusion des enfants ou par la non-reconnaissance des risques de protection spécifiques aux enfants, par crainte de leur nuire davantage. D'autre part, les efforts visant à démontrer explicitement l'inclusion et la participation peuvent trop souvent aboutir à des mesures

symboliques. Pour les enfants, il existe un déficit de redevabilité, alimenté par un manque de sensibilisation, de capacité et d'engagement à tous les niveaux : individuel, institutionnel, sectoriel et systémique.

L'Alliance et ses membres sont redevables envers les enfants. L'Alliance s'assurera qu'elle travaille activement et intentionnellement à combler ces lacunes. L'Alliance s'efforcera de promouvoir des standards, de développer des ressources et de faciliter le partage des connaissances et le renforcement des capacités au sein du secteur de la protection de l'enfance, et dans d'autres secteurs, autour de mécanismes et de procédures de redevabilité adaptés aux enfants et dirigés par eux, ainsi que sur la participation significative et éthique des enfants de tous âges, sexes, capacités et autres facteurs de diversité tout au long du cycle du programme. Grâce à son plaidoyer, l'Alliance demandera instamment aux bailleurs, aux décideurs et aux responsables humanitaires d'allouer des ressources appropriées à la protection des enfants et d'exiger que les procédures de redevabilité incluent les enfants. Par sa représentation, l'Alliance travaillera en collaboration avec les mécanismes inter-agences existants de redevabilité envers les populations affectées afin de s'assurer que *les enfants et leur protection* soient mis en avant.

Tout le monde est redevable envers les enfants. Pour aider à ouvrir la voie, en 2021-2025, l'Alliance et ses membres vont,

- **ASSURER** le leadership et promouvoir des actions significatives en matière de redevabilité envers les enfants, notamment en garantissant leur participation significative au sein de tous les programmes humanitaires.
- **RENFORCER** les capacités et promouvoir le partage de l'apprentissage et des connaissances sur la conception et la mise en œuvre de procédures de redevabilité adaptées aux enfants et dirigées par eux au sein du secteur de la protection de l'enfance et avec d'autres secteurs.
- **SOUTENIR** et **PROMOUVOIR** des interventions de prévention et d'intervention dirigées par les enfants et la communauté.



PRIORITÉ STRATÉGIQUE 2



© UNICEF/UNI252565/Modola

2

**LOCALISATION -
TRANSFORMER LE
FONCTIONNEMENT
DE LA PROTECTION
DE L'ENFANCE DANS
L'ACTION HUMANITAIRE**



OBJECTIF : Le secteur de la protection de l'enfance transforme sa façon de travailler, en s'appuyant sur le partage des capacités, de l'expertise et des opportunités, et sur le transfert intentionnel du pouvoir et des ressources aux acteurs communautaires, locaux et nationaux.

L'Alliance pense qu'une compréhension élargie de la localisation²⁸ – s'attaquant aux privilèges et aux structures de pouvoir existants dans la prise de décision humanitaire, le financement et les interventions programmatiques – devrait guider une action humanitaire équitable, digne et fondée sur des principes. L'Alliance va donc montrer l'exemple. En faisant de cet important processus de changement une priorité dans les années à venir, l'Alliance cherchera à forger une meilleure façon de travailler, par une action définie et intentionnelle. Enracinée dans le partage mutuel des connaissances, des compétences et des opportunités, et dans un changement intentionnel de pouvoir, l'Alliance changera la façon dont elle entreprend son travail et réalise son mandat. En tant qu'organisme dirigeant le travail normatif pour la protection de l'enfance dans des contextes fragiles et humanitaires, l'Alliance tirera parti de son avantage comparatif afin d'étendre ce que la localisation peut signifier et ressembler en pratique pour le secteur de la protection de l'enfance. Cela peut inclure des actions telles que,

- promouvoir une culture de partenariat²⁹ entre les acteurs communautaires, locaux, nationaux et internationaux, notamment en reconnaissant que dans les contextes de déplacement, un véritable partenariat et une véritable intégration incluent les organisations communautaires, locales et nationales dirigées par les populations déplacées ou les incluant de manière significative, en plus de celles qui contribuent à leur protection ;
- faciliter l'engagement dans l'Alliance pour [les acteurs communautaires, locaux et nationaux](#), tout en éliminant activement les obstacles qui empêchent une participation significative et un accès égal aux opportunités de leadership, d'influence, de croissance et de ressources facilitant l'adhésion ;



© UNICEF/UNI342728/Panjwani

- offrir des possibilités d'apprentissage, d'échange et de renforcement à la fois des connaissances et des compétences techniques en matière de protection de l'enfance, ainsi que du soutien et de la croissance institutionnels ;
- re-conceptualiser les approches de la capacité et de l'expertise qui donnent la priorité aux valeurs et aux approches locales de la protection et du bien-être des enfants ; qui s'appuient sur la richesse des connaissances des acteurs communautaires, locaux et nationaux ; et qui les utilisent comme base pour le [partage des capacités](#) et les initiatives d'apprentissage ;

- générer un apprentissage, des connaissances et des données probantes qui s'articulent autour des perspectives des enfants, de leurs familles et de leurs communautés, et envisager différemment la manière dont celles-ci informent l'élaboration et la contextualisation des standards, des interventions programmatiques, des initiatives d'apprentissage, ainsi que des directives et des outils techniques ; et...
- plaider pour une redistribution du pouvoir, des ressources et de la confiance au sein du financement humanitaire, notamment en prévoyant un financement direct et flexible pour les acteurs communautaires, locaux et nationaux. Cela devrait s'accompagner de modèles de gestion adaptatifs et réactifs et d'opportunités de soutien et de croissance institutionnels. L'Alliance et ses membres peuvent refléter ces actions dans leurs propres efforts pour redistribuer les financements vers les acteurs nationaux et locaux.



Pour parvenir à une meilleure protection des enfants au niveau mondial, la protection de l'enfance **doit commencer au niveau local.**

L'Alliance envisage deux voies pour son travail sur la localisation : l'une axée sur sa propre gouvernance et ses structures internes ; l'autre visant à transformer les méthodes de travail du secteur de la protection de l'enfance en matière de culture et de pratique, y compris son centre de pouvoir et d'influence. S'appuyant sur le travail de l'Alliance sur les approches communautaires de la protection et du bien-être des enfants, et reconnaissant la diversité des connaissances et des approches locales au sein des communautés et entre elles, le travail de l'Alliance sur la localisation peut soutenir les progrès dans toutes ses priorités stratégiques. Une *prévention* efficace doit être ancrée dans les connaissances, la compréhension et les pratiques locales. Les résultats de la protection de l'enfance dans les *programmes multisectoriels* peuvent être renforcés par l'intégration des perspectives, de l'expertise et des initiatives locales. *Centrer les enfants, leurs points de vue et leur protection*, ainsi que ceux de leurs familles et communautés, dans les processus qui génèrent l'apprentissage, les connaissances et les preuves peut aider à garantir leur *participation significative* et contribue à une plus grande redevabilité dans les interventions de protection de l'enfance.



Les actions et les changements tels que les exemples cités ci-dessus seront identifiés et dirigés par un organisme habilité et doté de ressources qui sera établi au sein de l'Alliance, dirigé par ses membres communautaires, locaux et nationaux, et soutenu par ses membres internationaux par le biais d'engagements visant à soutenir les changements sectoriels en matière de pratique, de culture et de redevabilité. La mise en place d'un changement significatif et durable nécessitera plus de temps que la période couverte par cette stratégie ; le progrès étant un processus évolutif et continu.

Entre 2021 et 2025, l'Alliance cherchera à,

En général,

- **FAVORISER** et **PROMOUVOIR** une plus grande action liée au partage et au déplacement du pouvoir, de l'influence et du leadership auprès des organisations communautaires, locales et nationales de protection de l'enfance dans toute l'action humanitaire.
- **PROMOUVOIR** l'importance et faciliter les possibilités de financement direct et flexible pour les organisations communautaires, locales et nationales de protection de l'enfance.

Sur la gouvernance et la structure de l'Alliance,

- **ACCROÎTRE** l'inclusion et la diversité au sein de l'Alliance, en facilitant les processus d'adhésion et en élargissant les possibilités de leadership, d'influence et d'engagement pour les acteurs communautaires, locaux et nationaux.
- **AMÉLIORER** l'accessibilité et la diversité des produits, des plateformes et des événements de l'Alliance afin de toucher des publics plus larges et plus diversifiés.

Sur le secteur de la protection de l'enfance,

- **ENCOURAGER** un engagement significatif et fondé sur des principes avec les acteurs communautaires, locaux et nationaux, en les reconnaissant comme des partenaires égaux dans l'élaboration et la contextualisation des normes, orientations, outils et interventions en matière de protection de l'enfance.
- **CRÉER** et **DÉVELOPPER** des opportunités équitables pour partager, échanger et mettre en valeur l'apprentissage, les connaissances et l'expertise parmi les acteurs communautaires, locaux, nationaux et internationaux dans l'ensemble du secteur de la protection de l'enfance.
- **AMÉLIORER** et **ÉTENDRE** l'accessibilité et la diversité des opportunités d'apprentissage qui renforcent l'expertise technique en matière de protection de l'enfance et font croître les capacités institutionnelles.



PRIORITÉ STRATÉGIQUE 3



© Maria Bou Chaaya / World Vision

3

PROGRAMMATION ET COLLABORATION MULTISECTORIELLES ET INTÉGRÉES



OBJECTIF : La protection et le bien-être des enfants sont prioritaires dans la collaboration intersectorielle, y compris les programmes multisectoriels et intégrés, et dans l'ensemble de l'action humanitaire.

La collaboration multisectorielle et la programmation intégrée font partie intégrante de la réalisation de résultats holistiques en matière de protection de l'enfance - et du soutien à la centralité des enfants et de leur protection. La nature multiforme des risques liés à la protection de l'enfance, et l'adversité à laquelle les enfants et leurs familles peuvent être confrontés en conséquence, nécessitent souvent des approches multisectorielles et une collaboration intersectorielle pour prévenir les risques, répondre aux besoins, renforcer les facteurs de protection et contribuer à leur bien-être. La protection de l'enfance seule ne peut y parvenir, pas plus que tout autre secteur individuel.

Alors que les approches collaboratives et les programmes multisectoriels sont de plus en plus prioritaires, il reste nécessaire que le secteur de la protection de l'enfance privilégie le travail avec d'autres secteurs afin de prévenir les conséquences néfastes et d'assurer une plus grande redevabilité envers les enfants dans le cadre des programmes humanitaires. Il s'agit notamment de collaborer avec d'autres secteurs afin de prendre en compte et de garantir que les risques liés à la protection de l'enfance, les facteurs de protection et la sauvegarde de l'enfance soient prioritaires dans les programmes autonomes, multisectoriels et intégrés. Il s'agit également de s'assurer que le rôle critique et la vision de la protection de l'enfance dans les questions multisectorielles soient reconnus et priorisés par les bailleurs de fonds et les acteurs opérationnels : par exemple, le rôle clé de la protection de l'enfance dans le cadre de la santé mentale et le soutien psychosocial dans la réduction des dommages et la promotion de la résilience, ou le travail avec les enfants ayant survécu à des actes de violence sexuelle et de violence basée sur le genre et la garantie que le financement et les interventions sont adaptés à l'âge et donnent la priorité aux enfants, y compris les filles, les garçons et les enfants LGBTI. Cela peut aller plus loin encore, jusqu'à la nécessité pour les acteurs

La protection de l'enfance seule ne peut y parvenir, pas plus que tout autre secteur individuel.



de la protection de l'enfance de travailler encore plus avec les communautés, et de soutenir et renforcer les systèmes nationaux, tout en reconnaissant que les approches de protection à l'échelle communautaire et de renforcement des systèmes sont par nature plus intégrées et ne reflètent pas forcément les différents secteurs humanitaires ou silos. Dans l'ensemble, les approches multisectorielles et la collaboration intersectorielle permettent de tirer parti des nombreux points d'accès à la protection des enfants dans tous les secteurs, contribuant ainsi à renforcer les résultats globaux de la protection de l'enfance par le biais de diverses voies, et soutenant davantage la place centrale de la protection (et celle de l'enfant).

Une collaboration intersectorielle réussie en vue d'obtenir des résultats multisectoriels plus solides, y compris pour les enfants, nécessite un certain nombre d'actions clés,

- la reconnaissance des capacités et des compétences apportées par chaque secteur, et la manière dont celles-ci peuvent soutenir les résultats tant sectoriels que multisectoriels, en complémentarité avec la réponse globale ;
- la compréhension de la nature interconnectée et corrélée des risques liés à la protection de l'enfance, afin de les intégrer dans les évaluations, les analyses et la planification de tous les secteurs ;
- la nécessité de disposer de données de haute qualité, au niveau individuel, ventilées par âge, sexe, handicap et autres facteurs de diversité pertinents, afin de mettre en place des programmes répondant aux besoins, capables d'anticiper et de prévenir les préjudices, en plus d'y répondre ;
- la production de preuves de l'efficacité des interventions intégrées pour obtenir des résultats en matière de protection de l'enfance, afin d'aider à identifier les points d'entrée et de faciliter les programmes conjoints ;
- la documentation des apprentissages et des bonnes pratiques issus des programmes multisectoriels et intégrés, et leur diffusion efficace pour permettre leur application et leur utilisation ; et
- le plaidoyer et la communication pour mettre en évidence les avantages conjoints de la programmation multisectorielle et intégrée auprès de tous les secteurs.



© Plan International



Ces actions doivent toutefois être soutenues par des ressources des bailleurs de fonds, ainsi que le soutien des décideurs et des connaissances et capacités suffisantes des professionnels.

Les acteurs de la protection de l'enfance travaillent depuis des années à renforcer les relations avec les autres secteurs. Le [Pilier 4](#) des Standards minimums de protection de l'enfance est consacré au travail en collaboration avec d'autres secteurs. Des initiatives sont en cours avec d'autres secteurs, en collaboration avec le Domaine de responsabilité de la protection de l'enfance et le HCR, notamment entre la protection de l'enfance et le cluster sécurité alimentaire et moyens de subsistance, et avec les acteurs de la santé, en particulier autour des épidémies de maladies infectieuses. Les secteurs de l'éducation et de la protection de l'enfance ont une longue histoire de collaboration, notamment entre le Cluster Éducation mondial et le Domaine de responsabilité de la protection de l'enfance (CP AoR) - plus récemment autour de la [localisation](#), de la [COVID-19](#), et du développement d'un [cadre de collaboration et de coordination](#). Renforçant encore les liens et les efforts entre les deux secteurs, l'Alliance a développé un partenariat solide et fructueux avec le [Réseau inter-agences pour l'éducation en situation d'urgence](#), en lançant un [projet conjoint](#) qui a permis aux deux secteurs de travailler étroitement sur un certain nombre d'initiatives techniques, y compris l'alignement de leurs cadres de compétences respectifs, un [document de position](#) sur la collaboration entre les deux secteurs, ainsi qu'un certain nombre de [documents](#) sur les liens et les [impacts connexes](#) de la COVID-19 sur l'éducation et la protection de l'enfance. Ce travail et ce partenariat se poursuivront tout au long de la mise en œuvre de la stratégie.

Au cours de la période 2021-2025, l'Alliance s'associera et collaborera avec d'autres secteurs pour défendre et démontrer la meilleure façon de répondre aux besoins des enfants par le biais d'interventions autonomes, multisectorielles ou intégrées, fondées sur des données et sensibles à la protection de l'enfance, qui visent à protéger de manière holistique les enfants et les familles et à soutenir leur bien-être général.

Plus précisément, l'Alliance va,

- **ENCOURAGER** et **PROMOUVOIR** une plus grande priorisation des risques, des besoins en données et des interventions en matière de protection de l'enfance au sein d'autres secteurs, et dans le cadre de programmes multisectoriels et intégrés.
- **DÉVELOPPER** de nouveaux partenariats ou renforcer les partenariats existants avec 2-3 autres secteurs.
- **PROMOUVOIR** et **DÉVELOPPER** les connaissances et la capacité des autres secteurs à intégrer la protection de l'enfance dans leurs programmes.
- **ÉLARGIR** et **FACILITER** l'accès, dans l'ensemble du secteur de la protection de l'enfance, aux opportunités de renforcement des capacités, d'apprentissage et de développement axées sur le travail avec d'autres secteurs, conformément au Pilier 4 du SMPE.



PRIORITÉ STRATÉGIQUE 4



© Jon Warren / World Vision

4

PRÉVENTION



OBJECTIF : la prévention est comprise et considérée comme un élément essentiel de la protection de l'enfance dans l'ensemble de l'action humanitaire.

La prévention est fondamentale pour la protection holistique et durable des enfants. La prévention est également nécessaire pour que l'Alliance puisse réaliser sa vision d'un monde dans lequel les enfants sont protégés contre les abus, la négligence, l'exploitation et la violence. Plus largement, elle est essentielle à la réalisation de l'objectif de développement durable 16.2, qui vise à mettre fin à toutes les formes de violence à l'encontre des enfants, ainsi qu'à la pleine réalisation des droits énoncés dans la Convention des Nations unies relative aux droits de l'enfant pour tous les enfants.

La prévention est ancrée dans une approche plus digne et plus éthique de l'action humanitaire, les humanitaires ayant le devoir éthique de ne pas nuire (« do no harm ») et de prévenir le préjudice lorsque cela est possible. Elle peut soutenir les éléments essentiels de la justice et de la redevabilité pour les enfants, notamment en ce qui concerne la prévention des violations graves de leurs droits, comme le recrutement d'enfants. Si l'action humanitaire fondée sur des principes a pour impératif de répondre aux besoins et de sauver des vies dans la dignité, les acteurs humanitaires ont également le devoir moral et éthique de travailler, dans la mesure du possible, à la prévention des dommages.

Le travail de l'Alliance en matière de prévention est ancré dans une approche de santé publique qui cherche à prévenir les risques et à traiter les préjudices au niveau des populations (prévention primaire), à prévenir les sources spécifiques de menaces ou de vulnérabilité pour les enfants à haut risque (prévention secondaire), et à réduire les impacts à plus long terme des préjudices et leurs chances de se reproduire (prévention tertiaire). Plus précisément, l'Alliance cherche à réduire les risques de manière holistique et à promouvoir les facteurs de protection qui favorisent le bien-être et permettent aux populations de s'épanouir.



© UNICEF/UNI353201/Tesfaye

La prévention des préjudices causés aux enfants nécessite des approches globalisantes pour identifier, comprendre et traiter les facteurs de risque et de protection qui entraînent des résultats néfastes pour les enfants, à tous les niveaux du modèle socio-écologique. Les interventions doivent prendre en compte les risques spécifiques auxquels sont exposés les enfants selon leur âge et leur stade de développement, leur genre, leurs capacités et d'autres facteurs de diversité, ainsi que les capacités que les enfants, leurs familles et leurs communautés peuvent contribuer à réduire et à prévenir les préjudices. Les causes des risques liés à la protection de l'enfance étant souvent

complexes et multisectorielles par nature, la prévention des préjudices envers les enfants nécessite des approches intégrées, transversales aux secteurs et aux disciplines, ainsi que des stratégies visant à renforcer les facteurs de protection.

La prévention offre la possibilité de faire le lien entre les données probantes et les enseignements tirés des contextes opérationnels et du « nexus » entre humanitaire-développement-paix, afin de renforcer les résultats en matière de

protection de l'enfance. Dans le cadre de toutes ces actions, et pour soutenir la durabilité des interventions, la prévention doit refléter et intégrer les approches autochtones et communautaires de la protection des enfants.



Si l'action humanitaire fondée sur des principes a pour impératif de répondre aux besoins et de sauver des vies dans la dignité, les acteurs humanitaires ont également le **devoir moral et éthique** de travailler, dans la mesure du possible, à la prévention des préjudices.

Des preuves solides et de plus en plus nombreuses existent, provenant principalement de contextes de développement et de paix, sur la manière dont la prévention peut être utilisée pour mettre fin à la violence contre les enfants, notamment en lien avec les sept stratégies identifiées dans le paquet [INSPIRE](#)³⁰. Les programmes qui intègrent à la fois des actions préventives et réactives peuvent en fin de compte soutenir des résultats sectoriels et multisectoriels plus solides, y compris pour la protection des enfants dans l'action humanitaire. Par exemple, un programme d'alimentation scolaire répondant aux alertes précoces indiquant des risques de protection liés à l'insécurité alimentaire peut contribuer à atténuer l'abandon scolaire lié au travail des enfants. Une intervention sur les moyens de subsistance aidant les familles touchées par un conflit à surmonter les chocs économiques peut contribuer à prévenir les facteurs d'incitation au recrutement ou au mariage précoce des enfants. Pour mieux exploiter ces possibilités dans tous les secteurs et à tous les stades de la réponse, il est important de mieux comprendre comment les stratégies, les actions et les politiques de prévention peuvent contribuer à des résultats sectoriels et multisectoriels plus solides qui renforcent la protection et le bien-être des enfants, de leurs familles et de leurs communautés.



La prévention est également de plus en plus considérée comme un investissement intelligent. Les analyses coûts-bénéfices, de la réduction des risques de catastrophes, soutiennent de manière répétée l'idée que la prévention est rentable³¹. Pourtant, malgré les preuves et les enseignements tirés de l'adoption d'une approche préventive de l'action humanitaire, le financement humanitaire continue de privilégier ce qui est visible et peut (plus facilement) être compté et comptabilisé. Il est toujours plus difficile d'obtenir des investissements pour prévenir les dommages invisibles - par exemple, pour prévenir la séparation enfant-famille - que des financements pour répondre aux conséquences des dommages déjà causés, comme la réunification des familles et la fourniture de soins et de soutien pour répondre à la détresse et aux dommages causés par la séparation. Un changement de mentalité et d'approche est nécessaire pour mieux intégrer et financer les actions et stratégies préventives et réactives dans la réponse humanitaire.

Au-delà de la nécessité d'investir davantage dans la recherche et les preuves, il existe des lacunes dans le secteur de la protection de l'enfance en matière de compréhension et de sensibilisation aux niveaux, approches et stratégies de prévention. Ces lacunes s'étendent à la manière de les appliquer et de les intégrer tout au long du cycle du programme, et sur l'identification des points d'entrée et des moyens disponibles pour soutenir la prévention par le biais de programmes multisectoriels et intégrés.

L'Alliance joue un rôle de premier plan pour aider à combler cette lacune en matière de prévention³² en produisant des données probantes, en élaborant des normes et des orientations, en renforçant et en partageant les capacités, et en défendant l'importance des approches multisectorielles de la prévention au niveau de la population. L'intégration de la prévention lors de la révision des Standards minimums pour la protection de l'enfance a constitué une étape clé. Pour l'avenir, il est nécessaire de disposer de ressources, d'outils et de conseils, en particulier sur la prévention primaire, accompagnés d'opportunités d'apprentissage appropriées, mais aussi de sensibiliser les décideurs, les bailleurs de fonds et les praticiens de tout le secteur aux coûts-avantages et au potentiel qu'ont les approches de prévention de sauver des vies.

Au cours de la période 2021-2025, l'Alliance va,

- **PROMOUVOIR** une priorisation accrue du financement et de la programmation de la prévention, notamment en générant des preuves sur la prévention en tant qu'intervention permettant de réduire les coûts et de sauver des vies.
- **DÉVELOPPER** les connaissances, les capacités et la compréhension au sein du secteur de la protection de l'enfance sur les stratégies et les approches de prévention de la protection de l'enfance.
- **ENGAGER** d'autres secteurs sur l'intégration de stratégies et d'approches de prévention de la protection de l'enfance dans les programmes humanitaires.



Les nouvelles perspectives :

LA CRISE CLIMATIQUE,

la justice climatique et
LA PROTECTION DE L'ENFANCE



© UNICEF/UN0436094/Prinsloo



Le changement climatique est la crise déterminante de notre époque. Les coûts et les conséquences de notre action collective et de notre inaction seront ressentis le plus profondément par les enfants - avec un impact sur leurs droits, leur protection et leur bien-être.

Aujourd'hui et pour les décennies à venir, le changement climatique va exacerber les risques liés à la protection de l'enfance et les menaces pour la sécurité et la santé mentale des enfants, et aggraver les inégalités par ses effets intergénérationnels³³. Il contribuera à l'augmentation des conflits, des déplacements, de l'insécurité alimentaire, des difficultés financières, de la violence structurelle, ainsi qu'à l'augmentation de la fréquence et de l'intensité des sécheresses, des vagues de chaleur, des inondations, des incendies et autres catastrophes liées au climat. La crise climatique mettra à rude épreuve la capacité des systèmes locaux, exacerbera les facteurs de stress des familles et des communautés et contribuera à l'augmentation des conflits et des urgences de santé publique³⁴. Les pays à faibles revenus seront les plus touchés, ce qui entravera leur capacité à atteindre les objectifs de développement durable³⁵. Bien que la crise climatique touche tous les enfants, elle les affecte différemment. Ces différences, liées aux inégalités, aux différents types de vulnérabilité et à d'autres facteurs de diversité, doivent être prises en compte pour parvenir à une justice climatique équitable pour tous les enfants.

L'Alliance reconnaît que la réalisation d'un avenir pour les enfants sans violence, et où leurs droits, leur protection et leur bien-être sont assurés, est **inextricable de la crise climatique**.



La crise climatique est liée aux quatre priorités de cette stratégie et les motive à agir : en plaçant les enfants et leur protection au centre de l'action climatique, on peut contribuer à la réalisation de la justice climatique pour les enfants, en aidant à promouvoir la voix des enfants, en donnant la priorité à leurs besoins et en encourageant leur leadership. En outre, l'atténuation et la réponse aux impacts climatiques nécessitent des approches multisectorielles et collaboratives à tous les niveaux. Les acteurs de la protection de l'enfance peuvent s'appuyer sur les approches utilisées pour prévenir les risques liés à la protection de l'enfance, en adaptant les facteurs de protection pour aider les enfants, leurs familles et leurs communautés, à mieux se préparer, à renforcer leur résilience et à atténuer les impacts négatifs de la crise climatique. Les impacts climatiques affectant toutes les personnes, toutes les communautés et tous les pays, bien que différemment, le travail pour faire face au climat doit inclure un accent sur la justice climatique et l'équité, et être mené localement, nationalement, régionalement et internationalement, à travers la localisation : "aussi local que possible, aussi international que nécessaire". Les enfants et les mouvements dirigés par des



Jonathan Hyams / Save The Children

enfants et des jeunes mettent déjà en avant de nombreuses initiatives locales et mondiales. Les actions mondiales en réponse à ces initiatives seront le test ultime de la redevabilité à l'égard des enfants du monde³⁶.

Cependant, comme beaucoup d'autres secteurs et acteurs humanitaires, le secteur de la protection de l'enfance se pose de nombreuses questions lorsqu'il s'agit d'action climatique :

Questions principales :

- Que signifie la crise climatique pour la protection des enfants et l'avenir de l'action humanitaire ?
- Comment les acteurs et les bailleurs de fonds de l'humanitaire et du climat peuvent-ils œuvrer pour que le financement climatique soutienne les initiatives menées par les enfants, les jeunes et les communautés, sur lesquels les impacts et le fardeau de la crise climatique se font sentir de manière disproportionnée, et éviter de renforcer les inégalités existantes dans le financement et le leadership humanitaires ?

Action climatique pour les droits, la protection et le bien-être des enfants :

- Comment les acteurs de la protection de l'enfance peuvent-ils garantir au mieux la place centrale des enfants et de leur protection dans le programme d'action climatique - et faire en sorte que la participation et la capacité à agir des enfants soient placées au centre des décisions liées au climat qui les concernent ?
- Comment les interventions de protection de l'enfance devront-elles changer et s'adapter pour mieux répondre aux catastrophes liées au climat, et comment le secteur de la protection de l'enfance peut-il se préparer à ce changement ?
- Comment la force des stratégies de prévention de la protection de l'enfance et des approches visant à travailler avec et à contribuer à des communautés plus fortes et plus résilientes et à des systèmes nationaux équitables peut-elle être mise à profit pour soutenir l'action en faveur de la justice climatique ?

Actions en matière de responsabilité sociale et de réduction de l'impact du secteur de la protection de l'enfance sur l'environnement :

- Alors que les acteurs humanitaires cherchent à comprendre et à définir ce que sera "l'écologisation de l'aide humanitaire", que peut signifier "l'écologisation" de la protection de l'enfance ? Comment l'Alliance et ses membres peuvent-ils adopter des pratiques plus vertes ?



- Un monde post-COVID-19 offre la possibilité non seulement de reconstruire en mieux, mais aussi de reconstruire *plus vert*. Qu'est-ce que cela signifie pour la protection de l'enfance ?

La nécessité d'agir sur la crise climatique est urgente et augmente chaque jour. En mettant l'accent sur la place centrale des enfants et de leur protection, l'Alliance jouera un rôle majeur en tant que leader au sein du secteur de la protection de l'enfance sur la crise climatique, et apportera un éclairage sur la protection de l'enfance et les droits de l'enfant à l'action climatique et à la justice climatique. L'Alliance peut émerger comme un leader d'opinion pour le secteur de la protection de l'enfance, et investir dans l'exploration et la réflexion nécessaires pour répondre aux questions autour de la crise climatique, y compris les liens avec la mise en place de programmes, les droits de l'enfant et la participation, et la responsabilité sociale. Par le biais de son plaidoyer et de ses actions, l'Alliance peut travailler à accroître la compréhension, la visibilité et la priorité des impacts de la crise climatique sur les enfants dans le cadre de l'action humanitaire, ainsi que la nécessité de garantir l'équité pour tous les enfants dans la justice climatique. L'Alliance investira dans une initiative sur la protection de l'enfance, la crise climatique et la justice climatique et la mettra en place afin de diriger son travail et d'identifier les actions que l'Alliance, et plus largement le secteur de la protection de l'enfance, peuvent entreprendre pour remplir leurs obligations en matière de crise climatique et se montrer redevables envers les enfants. Ces actions peuvent inclure des activités telles que,

- **INTÉGRER** et **FAIRE ENTENDRE** les voix et l'engagement des enfants et des jeunes - de tout genre, de toute capacité et de tout milieu - par le biais de ses plateformes ;
- **INVESTIR** dans la recherche et générer des données probantes, des pratiques intelligentes et des apprentissages pour alimenter le plaidoyer et la politique autour de la protection des enfants, de la crise climatique et de la réalisation d'une justice climatique équitable pour les enfants ;
- **IDENTIFIER** des approches innovantes pour travailler conjointement avec d'autres secteurs sur l'adaptation au climat, la résilience, la préparation et la réponse aux impacts climatiques ; et
- **EXPLORER** d'autres activités et possibilités de collaboration visant à garantir la place centrale des enfants, de leur protection et de leur voix, dans l'action climatique.

La résolution de
la crise climatique sera le
test ultime de la redevabilité
à l'égard des enfants du monde.

ANNEXE I :

Glossaire

Acteurs communautaires et locaux

Les références aux acteurs communautaires et locaux dans la stratégie sont larges et inclusives. Elles se réfèrent à tout groupe travaillant sur la protection de l'enfance ou sur des questions humanitaires (tel que cité dans le texte), qu'il s'agisse de groupes formels ou informels, d'acteurs étatiques ou de la société civile, de ceux qui travaillent sur le développement, l'humanitaire, la consolidation de la paix, ou leurs liens.

D'une importance particulière, il s'agit notamment des groupes qui travaillent dans les contextes de réfugiés et d'autres déplacements, y compris ceux qui sont dirigés par des réfugiés ou d'autres populations déplacées ou qui en font partie. D'autres groupes doivent être considérés, notamment dans les pays d'asile qui contribuent à la protection et au bien-être des populations déplacées, en particulier des enfants.

Enfant

Un enfant est une personne âgée de moins de 18 ans, telle que définie dans la Convention des Nations Unies sur les droits de l'enfant.

Facteurs de protection

Ces facteurs équilibrent et permettent d'amortir les facteurs de risque et réduisent la vulnérabilité de l'enfant. Ils réduisent la probabilité d'un résultat indésirable.

Facteurs de risque

Facteurs environnementaux, expériences ou caractéristiques individuelles qui augmentent la probabilité d'un résultat négatif.

Formation et développement

Fait référence au processus d'identification et de satisfaction des besoins d'apprentissage des individus, afin de développer leurs performances dans leur(s) rôle(s).

Partage des capacités

Le transfert de connaissances, d'aptitudes et de compétences, entre pairs, entre personnes et organisations, par des voies formelles et informelles

Préjudice

Tout effet nuisible de nature significative sur le bien-être physique, psychologique ou émotionnel d'un enfant ayant un impact sur son développement équilibré. Il peut être causé par un abus physique ou émotionnel, une négligence, et/ou un abus ou une forme d'exploitation sexuelle.

Prévention

La *prévention primaire* s'attaque aux causes profondes des risques liés à la protection de l'enfance au sein de la population (ou d'un sous-ensemble de celle-ci) afin de réduire la probabilité d'abus, de négligence, d'exploitation ou de violence à l'encontre des enfants.

La *prévention secondaire* s'attaque à une source spécifique de menace et/ou aux vulnérabilités d'un enfant identifié comme présentant un risque particulièrement élevé de maltraitance, de négligence, d'exploitation ou de violence, en raison de ses caractéristiques, de celles de sa famille et/ou de son environnement.

La *prévention tertiaire* réduit l'impact à long terme du préjudice et réduit le risque de récurrence pour un enfant qui a déjà été victime d'abus, de négligence, d'exploitation ou de violence.

Protection de l'enfance dans l'action humanitaire

La prévention et la réponse à la maltraitance, la négligence, l'exploitation et la violence contre les enfants dans l'action humanitaire.



Renforcement des capacités

Les moyens par lesquels les aptitudes, les compétences et les capacités sont créées et développées. Dans le domaine de l'apprentissage et du développement, ces termes sont utilisés pour désigner le développement de la capacité des personnes, mais dans d'autres contextes, ils peuvent également désigner la capacité d'une organisation (c'est-à-dire la capacité matérielle ou financière).

Résilience

La résilience dans le domaine de la protection de l'enfance dans l'action humanitaire est la capacité à faire face à l'adversité et aux crises. Il s'agit de la capacité d'un système dynamique à s'adapter avec succès aux défis qui menacent sa fonction, sa survie ou son développement. Elle est influencée par une combinaison de facteurs de protection qui existent dans l'ensemble des écologies sociales d'un enfant et qui doivent être favorisés pour l'emporter sur les risques. Il s'agit notamment de caractéristiques individuelles et de facteurs externes qui ont été réunis pour qu'elle se matérialise de manière culturellement significative, tels que : la diversité des moyens de subsistance, les mécanismes d'adaptation, les compétences de vie telles que la résolution de problèmes, la capacité à rechercher du soutien, la motivation, l'optimisme, la foi, la persévérance et l'ingéniosité. Bien que la résilience ait été considérée comme un trait de caractère ou un résultat, il s'agit très probablement d'un processus qui existe sur un continuum et qui peut être présent à des degrés différents dans plusieurs domaines de la vie, et peuvent changer en fonction de l'interaction de l'enfant avec son environnement.

Risque

Dans l'action humanitaire, le risque est la probabilité qu'un danger se produise et les pertes potentielles de vies, de moyens de subsistance, de biens et de services. C'est la probabilité que des menaces externes et internes se produisent en combinaison avec l'existence de vulnérabilités individuelles. Le risque est atténué par la protection contre les dangers physiques, la réduction des risques structurels et non structurels, les ressources et les compétences pour la préparation aux catastrophes, la résilience et les capacités d'adaptation.

Pour la protection de l'enfant, le risque fait référence à la probabilité que les violations et les menaces contre les droits de l'enfant se manifestent et causent des préjudices aux enfants à court ou à long terme. Il prend en compte le type de violations et de menaces, ainsi que la vulnérabilité et la résilience des enfants. Le risque peut être défini comme une combinaison de danger, de menace et de vulnérabilité et doit être considéré dans le cadre socio-écologique.

Vulnérabilité

La mesure dans laquelle certaines personnes peuvent être affectées de manière disproportionnée par la perturbation de leur environnement physique et des mécanismes de soutien social après une catastrophe ou un conflit. La vulnérabilité est spécifique à chaque personne et à chaque situation.

Pour la protection de l'enfance, la vulnérabilité fait référence aux caractéristiques individuelles, familiales, communautaires et sociétales qui réduisent la capacité des enfants à résister à l'impact négatif des violations et des menaces à leurs droits. Elle est souvent spécifique à chaque personne et à chaque situation, ainsi qu'à l'emplacement géographique et au moment où elle se manifeste.



Pour plus d'informations sur la terminologie utilisée dans le cadre de la stratégie et plus largement par les acteurs de la protection de l'enfance, veuillez consulter les [Standards minimums pour la protection de l'enfance dans l'action humanitaire](#) et leur [glossaire](#).

Pour la terminologie relative à l'apprentissage et au développement, veuillez consulter le document de l'Alliance intitulé [Learning and Development Glossary](#).



Des notes de fin

- 1 United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (UN OCHA). (2020). [Aperçu humanitaire Mondial 2021](#).
- 2 The UN Refugee Agency (UNHCR). (2021). [Global Trends: Forced Displacement in 2020](#).
- 3 *Ibid*.
- 4 [Grave violations against children in conflict 'alarmingly high', latest UN report reveals](#). (2021, 21 June). *UN News*.
- 5 Watchlist. (2021). ["A Credible List": Recommendations for the Secretary-General's 2021 Annual Report on Children and Armed Conflict](#); Eminent Persons Group. (2021). [Keeping the Promise: An Independent Review of the UN's Annual List of Perpetrators of Grave Violations against Children 2010 to 2020](#).
- 6 UNHCR. (2021). [Global Report 2020](#).
- 7 Ritz, D., O'Hare, G. and Burgess, M. (2020). [The Hidden Impact of COVID-19 on Child Protection and Wellbeing](#). Save the Children International.
- 8 Dulieu, N. and Burgess, M. (2020). [The Hidden Impact of COVID-19 on Child Rights](#). Save the Children International; #CovidUnder19. (2020). [Children's Rights during Coronavirus: Children's Views and Experiences](#). Terre des hommes.
- 9 #CovidUnder19. (2020). [Children's Rights during Coronavirus: Children's Views and Experiences](#). Terre des hommes.
- 10 *COVID-19 and children*. (March 2020). UNICEF data hub; Inter-agency Network for Education in Emergencies (INEE) and the Alliance for Child Protection in Humanitarian Action (Alliance). (2021). [No education, no protection: What school closures under COVID-19 mean for children and young people in crisis-affected contexts](#).
- 11 [Coronavirus disease Outbreak - COVID -19 2020](#). UN OCHA, Financial Tracking Service; Alliance, UNHCR, Child Protection Area of Responsibility (AoR), and Save the Children. (2020). [Still Unprotected: Humanitarian Funding for Child Protection](#).
- 12 Alliance, UNHCR, Child Protection AoR, and Save the Children. (2020). [Still Unprotected: Humanitarian Funding for Child Protection](#).
- 13 Joining Forces for All Children. (2019). [The Global Climate Crisis: A Child Rights Crisis](#).
- 14 UN OCHA. (2020). [Global Humanitarian Overview 2021](#); The Lancet Public Health. (2020). [Will the COVID-19 pandemic threaten the SDGs? The Lancet](#), 5(9), p3460. doi: [https://doi.org/10.1016/S2468-2667\(20\)30189-4](https://doi.org/10.1016/S2468-2667(20)30189-4)
- 15 Roche, C., Flint, J., & Tarpey, F. (2020, 27 November). [Is Covid a window of opportunity for localizing aid? Learning from a natural experiment in the Pacific](#). Oxfam, From Poverty to Power; Poole, L. (2020, 29 October). [Crises have changed. Can the aid industry? The New Humanitarian](#); Slim, H. (2020, 10 December). [It's time to invest for the 21st century and repurpose humanitarian bureaucracies](#). Humanitarian Practice Network.
- 16 Toutes les références ultérieures au 'secteur' ou au 'secteur de la protection de l'enfance' font référence à la protection de l'enfance dans le secteur de l'action humanitaire, sauf indication contraire. Les références aux "autres secteurs" font référence aux secteurs humanitaires autres que la protection de l'enfance.



- 17 [L'Alliance pour la protection de l'enfance dans l'action humanitaire](#) dispose de quatre groupes de travail permanents directement liés à ses fonctions, et d'un nombre variable de groupes de travail à durée déterminée qui sont mis en place en fonction des besoins identifiés dans le secteur. Les initiatives sont mises en place pour développer les principaux domaines de travail au sein du secteur, pour soutenir des partenariats approfondis ou pour répondre rapidement à des changements majeurs dans les opérations. Le Comité directeur, qui comprend 18 membres, est l'organe de décision de l'Alliance. L'Alliance procède actuellement à un examen de sa gouvernance, qui pourrait entraîner des changements dans la structure actuelle.
- 18 Le cadre stratégique sera élaboré peu après la publication de la Stratégie, et sera disponible [ici](#)
- 19 Pour plus de détails sur la terminologie de l'apprentissage et du développement utilisée par l'Alliance et dans toute la stratégie, y compris le renforcement et le partage des capacités, veuillez consulter le glossaire de l'apprentissage et du développement.
- 20 Alliance, UNHCR, Child Protection AoR, and Save the Children. (2020). [Still Unprotected: Humanitarian Funding for Child Protection](#).
- 21 *Ibid.*
- 22 CPI. (2016). [Politique de protection du Comité permanent interorganisation](#).
- 23 Alliance. (2019). [Standards minimums pour la protection de l'enfance](#).
- 24 Pour de plus amples informations sur les procédures de protection adaptées aux enfants, veuillez consulter le site [suivant](#).
- 25 Bien que certaines activités de protection de l'enfance soient considérées comme vitales dans [les critères du Fonds central pour les interventions d'urgence \(CERF\)](#), il est indispensable que ces activités soient plus largement reconnues, hiérarchisées et mises en œuvre dans l'ensemble du système humanitaire.
- 26 Les quatre [Engagements du Comité permanent inter-organisations relatifs à la responsabilités envers les populations affectées et à la protection contre l'exploitation et les atteintes sexuelles](#) sont la Direction ; la participation et le partenariat ; l'Information, le retour d'informations et l' action ; et les résultats.
- 27 Pour de plus amples informations sur le droit des enfants d'être entendus et sur les exigences fondamentales d'une participation significative, éthique et effective, veuillez consulter [l'Observation générale n°12](#) du Comité des droits de l'enfant et les [Neuf prescriptions de base pour une participation éthique et significative des enfants](#) de Save the Children.
- 28 L'Alliance et ses membres reconnaissent que le terme "localisation" est problématique et restrictif dans la mesure où il fait essentiellement référence aux engagements pris en matière de financement de l'aide humanitaire au sein du système des Nations unies dans le cadre du Grand Bargain. Ce terme est utilisé dans la stratégie pour sa familiarité et en tant que substitut. Le secteur de la protection de l'enfance entend explorer et étendre la portée de ce travail à tous les domaines de la protection de l'enfance, y compris à sa culture et à ses méthodes de travail. Dans le cadre de l'attention qu'elle porte à ce domaine, l'Alliance s'efforcera d'identifier un langage qui rende mieux compte des changements importants dans la manière dont ce travail sera défini et réalisé.
- 29 Pour plus d'informations, veuillez consulter les [Principes en matière de partenariat](#) et la [Charte pour le changement](#).
- 30 Les sept stratégies INSPIRE identifient les actions à entreprendre par les États et les responsables pour contribuer à la prévention de la violence contre les enfants, et encouragent l'intégration multisectorielle et la collaboration de toutes les parties prenantes. Pour savoir comment les stratégies INSPIRE peuvent compléter et être utilisées avec les Standards minimums pour la protection de l'enfance, veuillez cliquer [ici](#).



- 31 Hugenbusch, D., Neumann, T. (2016). [Cost-benefit analysis of disaster risk reduction: A synthesis for informed decision making](#). Aktion Deutschland Hilft e.V.
- 32 Mansourian, H. (2020). [Prioritizing the Prevention of Child-Family Separation: The Value of a Public Health Approach to Measurement and Action](#). International Journal of Child Health and Nutrition, 9(1), 34-46.
- 33 Newman, S., & Lamoin, A. (2019). [In their own words: The hidden impact of prolonged drought on children and young people](#). UNICEF Australia; Gibbons, E.D. (2014). [Climate Change, Children's Rights, and the Pursuit of Intergenerational Climate Justice](#). Health and Human Rights Journal, 16(1), 19-31.
- 34 Save the Children. (2021, 19 April). [Climate Crisis - 710 million Children Live in Countries at High Risk](#); UNICEF. (2020). [Reimagining our Future: Building Back Better from COVID-19](#); International Federation of Red Cross and Red Crescent Societies. (2020). [We Need to do Better: Policy Brief for Enhancing Laws and Regulations to Protection Children in Disasters](#).
- 35 Sanson, A. V., & Burke, S. E. L. (2019). [Climate Change and Children: An Issue of Intergenerational Justice](#). In N. Balvin, D. J. Christie (Eds). *Children and Peace: From Research to Action* (343-362) Springer.
- 36 See: Gibbons, E.D. (2014). [Climate Change, Children's Rights, and the Pursuit of Intergenerational Climate Justice](#). *Health and Human Rights Journal*, 16(1), 19-31.

© L'Alliance pour la protection de l'enfance dans l'action humanitaire, 2021

L'Alliance pour la protection de l'enfance dans l'action humanitaire (l'Alliance) soutient les efforts des acteurs humanitaires pour mener à bien des interventions de protection de l'enfance efficaces et de qualité dans les contextes humanitaires. Grâce à ses groupes de travail techniques et ses groupes spécialisés, l'Alliance développe des standards opérationnels inter-agences et fournit des conseils techniques pour soutenir la protection des enfants dans l'action humanitaire.

Pour plus d'informations sur le travail de l'Alliance et pour rejoindre le réseau, veuillez consulter le site <https://www.alliancecpha.org> ou contactez-nous directement : info@alliancecpha.org.

Citation suggérée : L'Alliance pour la protection des enfants dans l'action humanitaire (2021). Stratégie 2021-2025. La place centrale des enfants et de leur protection : Un appel à l'action.

Conçu par : [Green Communication Design](#).

Photos de couverture et de l'en-tête : ©2021 Hurras Network/photo par Ahmad Wali



L'ALLIANCE
POUR LA PROTECTION DE L'ENFANCE
DANS L'ACTION HUMANITAIRE

Photo : ©2021 Hurras Network/photo par Ahmad Wali